

ISIS Economie

" Il faut faire cesser Wall Street ! " "Shut Down Wall Street!"

Le système bancaire et monétaire, qui a mis l'économie mondiale à genoux, devrait être amené à s'effondrer à la faveur d'une alternative qui soit vraiment au service des populations et de la planète. Dr. Mae-Wan Ho

Rapport de l'ISIS en date du 12/12/2011

La version originale en anglais, entièrement référencée, s'intitule *Shut Down Wall Street French* ; elle est accessible par les membres de l'ISIS sur le site http://www.isis.org.uk/Shut_Down_Wall_Street.php

S'il vous plaît diffusez largement et rediffusez, mais SVP donnez l'URL de l'original et conservez tous les liens vers des articles sur notre site ISIS

Le monde développé est au bord du gouffre

Soudain, l'ensemble du monde développé s'est retrouvé au bord de l'effondrement financier, sous des montagnes de **dettes publiques**. Les Etats-Unis sont en tête de liste avec une dette nationale de plus de 15.000 milliards de dollars – soit plus de 100% du produit intérieur brut du pays, PIB – une dette qui continue toujours de croître [1].

Les dettes des gouvernements européens ont atteint 9.300 milliards d'€ en 2010, soit 75,7% du PIB de la **Zone Euro** [2], et la survie même de l'euro est remise en question [3]. Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a déclaré [4] que le monde se trouve face à la pire crise financière que l'on ait connue depuis au moins les années 1930, après avoir injecté une somme de 75 milliards de £, d'une monnaie nouvellement créée, dans l'économie britannique pour éviter une nouvelle crise du crédit et la récession.

Le mouvement 'Occupy Wall Street'

Alors que les mesures d'austérité et les coupes faites dans les dépenses publiques vont rendre la vie encore plus difficile pour les gens ordinaires, dont beaucoup ont perdu leur habitation, leurs biens et leur emploi, les gouvernements ont procédé à des renflouements successifs et massifs auprès des banques et des institutions financières, qui leur ont assuré un retour financier, une bonne rentabilité et de gros bénéfices.

Ainsi, lorsque le groupe d'activistes canadiens des Adbusters ont occupé le quartier financier de Wall Street à New York le 17 Septembre 2011, cela a inspiré le mouvement de protestation 'Occupy' qui se répandit comme une traînée de poudre à travers le monde (voir encadré 1). Les manifestants s'expriment contre l'inégalité sociale et économique, la cupidité, la corruption et le chômage élevé, surtout parmi les jeunes.

Encadré 1

Occupy Wall Street (OWS) [5, 6]

OWS est une série de manifestations en cours qui ont été lancées par le groupe d'activités canadiens des Adbusters le 17 Septembre 2011 à New York, dans le quartier financier de Wall Street. Les manifestants se sont exprimés contre les inégalités économiques, le taux de chômage élevé, la cupidité, la corruption et l'influence indue des entreprises, en particulier dans le secteur des services financiers, ainsi qu'à propos des gouvernements.

Le slogan des manifestants "Nous sommes les 99%" se réfère à la disparité croissante entre le 1% de personnes riches et le reste de la population. OWS s'est rapidement développé en un mouvement international de protestation dirigé contre les inégalités économiques et sociales.

Le 9 Octobre 2011, les manifestations '*Occupy Wall Street (OWS)*' avaient déjà eu lieu ou étaient en cours dans plus de 95 villes à travers 82 pays, dont Hong Kong en Chine, et à Londres, à Bristol, à Birmingham, à Glasgow et à Edimbourg au Royaume-Uni. Aux États-Unis, plus de 600 collectivités y ont pris part.

Malheureusement, peu de nos dirigeants politiques et des grands décideurs savent comment répondre aux griefs des manifestants, et encore moins comment faire face à la crise financière que nous subissons. Ils vont d'une réunion d'urgence à une autre, entre des injections de capitaux supplémentaires, créés électroniquement, dans l'économie, par les banques centrales qui achètent des actifs financiers auprès des banques commerciales et d'autres entreprises privées, aussi appelées, avec un certain euphémisme, "*quantitative easing*", des "facilitateurs quantitatifs" [7].

Réparer le système cassé ne suffira pas

L'injection de davantage d'argent dans les institutions financières irresponsables, corrompues et qui ont mis l'économie mondiale à genoux, ne résoudrait pas le problème, et il est tout à fait susceptible de faire empirer les choses, comme l'indique un rapport accablant [8].

Le krach financier de 2008 a conduit à inciter à l'action du Département américain du Trésor, aux États-Unis, qui opéra un sauvetage de 700 milliards de dollars. Mais un audit commandé par le Congrès américain a porté à notre connaissance que les engagements de la réserve fédérale [aux États-Unis] étaient de 12.300 milliards de dollars en fonds supplémentaires d'urgence, sous la forme de prêts à faible intérêt ou sans intérêt et par l'achat ou la garantie de titres en difficulté.

Le plan de sauvetage américain total est de 13.000 milliards de dollars. Des renflouements similaires ont été assurés par des gouvernements qui les ont pratiqués en Europe. Le soutien britannique pour les banques s'élève à 850 milliards de £ à la date de décembre 2009, lorsque la *Royal Bank of Scotland* allait exiger un autre montant de 1,5 milliards de livres de bonus [9].

De même, aux États-Unis, Wall Street a pris l'argent des renflouements, qui a rapporté des profits record, et le système s'est trouvé « récompensé » par des bonus record [8]. Le 26 avril 2011, l'indice de l'agence de notation Standard & Poors des 500 sociétés allait atteindre 1.347,24, soit le plus haut enregistré depuis le 17 Juin 2008, quelques mois seulement avant la crise financière de 2008.

Le plan de sauvetage massif de Wall Street qui enrichit les plus riches, allait réduire à la mendicité l'économie réelle et les gens ordinaires, et pour faire bonne mesure, cela devait se traduire, au niveau de la nation, par une montagne de dettes publiques.

Au mois de mai 2011, 13,9 millions d'Américains étaient inscrits au chômage et 800.000 autres individus avaient renoncé à chercher du travail. Plus de 656.000 personnes étaient sans abri en 2009, et les saisies immobilières ont continué. En mai 2011, les banques et les prêteurs ont procédé à 872.000 saisies d'habitations et un autre million de personnes étaient concernées par un processus d'éviction. Plus de 50 millions de personnes vivant aux Etats-Unis sont victimes d'une insécurité alimentaire.

Wall Street est à blâmer

Dans la foulée du krach financier de 2008, le lauréat du prix Nobel d'économie **Paul Krugman** a écrit dans le New York Times [10]: « Je ne pense pas que ce soit juste une panique financière ; je crois que ce krach représente l'échec du modèle entier du système bancaire, d'un secteur financier envahissant qui a fait plus de mal que de bien ».

«**Titrisation**», le reconditionnement des prêts pouvant être vendus comme actifs, a été formaté pour une compétition agressive.

« Les prêts ne restent plus du côté du prêteur. Au lieu de cela, ils ont été vendus à d'autres, qui les ont mis en tranches, en dés et en cubes de dettes individuelles pour synthétiser de nouveaux actifs. Les subprimes, les dettes et les cartes de crédit, les prêts pour les voitures, se sont tous retrouvés dans le pressoir du système financier. D'un autre côté, soi-disant, sont apparus des investissements AAA, attrayants et 'au goût sucré'. Et les assistants financiers ont été richement récompensés pour avoir bien supervisé le processus ».

La titrisation s'est élevée, non seulement à un point tel qu'elle s'apparente à un vol, mais elle a également augmenté le risque pour les banques, et dans le processus, a rendu l'économie de plus en plus vulnérable. Les échecs de *Bear Stearns*, de *Lehman*, et de toutes les autres banques, étaient le résultat de l'échec fondamental de la titrisation », a déclaré Paul Krugman.

David Korten, critique éminent de la mondialisation, auteur à succès et actuellement 'gourou', maître à penser de la **nouvelle économie** (voir ci-dessous), n'a aucun doute quant à la cause de l'effondrement financier [8]. Il est « la conséquence directe et inévitable de l'expérience d'ingénierie sociale menée par les intérêts du système financier et bancaire de Wall Street qui a permis à cette place de Wall Street, et aux institutions financières de consolider leur contrôle sur la création et sur la répartition de l'argent hors de portée de la responsabilité publique ».

Plutôt que de financer des investissements de capitaux destinés à produire des choses ayant une valeur réelle, le système financier de Wall Street finance des jeux et des pratiques conçus exclusivement à des fins d'enrichissement financier au bénéfice du système Wall Street lui-même, avec des conséquences désastreuses [pour l'économie réelle et pour les populations].

L'argent toxique

J'ai rencontré David Korten au début des années 2000, après que nous ayons partagé une plate-forme lors d'une conférence et nous nous trouvâmes assis à côté l'un de l'autre dans un avion, au retour, et un débat intense sur l'argent eut lieu entre nous. Je me souviens de lui avoir dit combien l'argent créé par les marchés financiers, qui sont totalement découplés des biens et des services réels, est juste comme de l'entropie toxique qu'on se trouve créée dans un système vital devenu insalubre [11, 12]. Cela lui a donc ouvert les yeux pour découvrir juste combien de capitaux toxiques ont été créés dans le processus de **titrisation** de la dette, après la grande déréglementation des marchés financiers dans les années 1970 et 1980.

Les économistes considèrent généralement l'argent comme un moyen neutre d'échange, une mesure de la valeur et une réserve de valeur. Dans les temps anciens, les gens avaient l'habitude de troquer directement des objets matériels et des services. Comme le commerce a progressé, les certificats et titres échangeables contre de l'or ou de l'argent sont devenus populaires. Aujourd'hui, la monnaie est constituée par un nombre stocké dans un disque dur d'ordinateur, et il n'a de valeur que parce que les gens l'acceptent en échange de biens et de services d'une valeur réelle.

Le problème commence précisément au moment où l'argent est créé, comme cela est maintenant généralement admis parmi les experts de la **nouvelle économie** des deux côtés de l'Atlantique. Alors que les banques centrales – par exemple la Réserve fédérale américaine pour les Etats-Unis et la Banque d'Angleterre pour le Royaume-Uni – ont ostensiblement une charge qui leur est confiée : le pouvoir de créer des capitaux ; l'argent ainsi créé - maintenu dans les banques comme réserve et circulant dans l'économie sous forme de pièces et de billets – ne représente en fait qu'une infime fraction de la masse monétaire totale.

La plus grande proportion de l'argent mis en circulation l'est sous forme électronique, et elle est créée par les banques commerciales, quasiment sans limite ni contrôle. Et il est créé lorsque la banque fait un prêt à une personne ou à une entreprise dans un nouveau compte de dépôt, comme cela a été établi dans un récent rapport de la *New Economic Foundation*, la Fondation économique nouvelle du Royaume-Uni [13].

En d'autres termes, la monnaie est créée à partir de la dette que les banques accordent aux personnes ou aux entreprises qui leur demandent d'accorder un prêt. Vous pourriez penser que les banques prennent les dépôts de certaines personnes disposant d'argent supplémentaire et qui veulent économiser, et que ces fonds sont ensuite prêtés à d'autres personnes ou à d'autres entreprises : mais en fait les banques n'ont même pas à attendre pour quiconque vienne y faire un dépôt.

Les banques peuvent accorder un prêt à quiconque se présente et quand elles se sentent suffisamment en confiance. Comme expliqué précédemment, ces dettes sont ensuite titrisées et vendues comme des «actifs», multipliant la dette et l'argent ainsi généré. En moyenne, juste avant le krach de 2008, les banques du Royaume-Uni disposaient de 1,25 £ en monnaie dans la banque centrale (réserve), pour chaque montant de 100 £ d'argent du client, et ceci n'est pas atypique.

Comme David Korten le dit à propos de Wall Street : il est devenu très bon pour les jeux financiers et pour la comptabilité créative, de gonfler ses actifs financiers sans avoir à produire quelque chose ayant une valeur réelle [8].

Dans le même temps, cela favorise des politiques publiques qui abaissent les salaires afin de rendre l'argent plus rare pour les gens qui produisent des biens et services réels, dont beaucoup ont du mal à joindre les deux bouts, et qui sont facilement attirés par des emprunts courants pour leur maison et leurs cartes de crédit, ce qui les verrouille ainsi dans une spirale des dettes avec des frais cachés et des taux d'intérêt usuraires. Les institutions de Wall Street vont donc accumuler une part de plus en plus grande de la monnaie qui est en circulation, ce qui leur donne droit à une réclamation toujours croissante sur les biens réels, les services et les patrimoines matériels au sein de la société.

Ce sont bien les capitaux toxiques créés par et pour le système financier de Wall Street qui empoisonnent l'économie réelle. Cet argent toxique a un lien direct avec l'entropie du monde réel à plusieurs égards. Le processus de création consiste à exploiter les gens et les ressources naturelles de notre planète à des niveaux insoutenables, non durables (entropique). En outre, les personnes exploitées sont elles-mêmes trop souvent contraintes à exercer une exploitation non durable des ressources naturelles. Et enfin, l'excès de capitaux créés alimente une consommation excessive et entropique de déchets sous différentes formes [11, 12] ; tout cela est diamétralement opposée à l'**économie circulaire** qui prévaut dans la nature, une situation que nous avons un grand besoin de récupérer et de rétablir (voir [14] [Food Futures Now: *Organic *Sustainable *Fossil Fuel Free](#), ISIS publication).

Il n'en a pas toujours été ainsi. Un modèle éprouvé qui fonctionne pour les gens et pour les populations est un système de banques communautaires, des mutuelles d'épargne et de prêts, et des coopératives de crédit qui avaient été mises en place à la suite de la Grande Dépression dans la décennie qui devait précéder la Seconde Guerre mondiale [8], quand les lois bancaires limitaient strictement la taille des banques, leurs fonctions et les taux d'intérêt.

Ce système a été démantelé depuis les années 1970 par une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, qui permettait aux banques de solliciter des clients à travers les frontières des états et de facturer le taux d'intérêt qui est autorisé par l'état dans lequel la banque est physiquement située.

La déréglementation des institutions de dépôt et la loi sur le contrôle monétaire de 1980 ont aboli les plafonds sur les taux d'intérêt hypothécaires. La Loi sur les parités des transactions des hypothèques alternatives de 1982 a ouvert la voie à des taux ajustables, à des paiements progressifs et des intérêts uniquement sur les prêts, facteurs qui ont joué un rôle majeur dans l'effondrement financier de 2008.

David Korten a commenté ainsi la situation [8]: « La refonte du système d'ingénierie financière de Wall Street a réorienté le système monétaire / bancaire / financier de l'investissement dans la création de richesses réelles, vers un accent mis sur l'utilisation de l'argent pour faire des capitaux par une spéculation improductive, par l'arbitraire, par l'usure, par la tromperie et par la manipulation du marché.

Comme les banques communautaires ont été rachetées et regroupées dans les grandes banques régionales et nationales, les banques ont commencé à transférer les risques des prêts hypothécaires à des investisseurs sur les marchés obligataires à travers des mécanismes qui ont éliminé l'incitation pour eux, d'assurer la solvabilité des emprunteurs ».

Quelle 'nouvelle économie' ?

Le '*New Economy Working Group*' (*NEWGroup*), le Groupe de travail sur la **nouvelle économie**, est une coalition d'organisations de la société civile axée sur la nouvelle économie et co-présidée par David Korten (voir encadré 2) ; les personnes concernées ne sont pas attristées de constater l'état de la monnaie actuellement, ni par l'effondrement du système bancaire. En effet, leur cri de ralliement est: "Il faut faire cesser Wall Street ! ", "Arrêtez Wall Street!"

Je m'empresse d'ajouter qu'ils ne sont pas des révolutionnaires enragés qui préconisent un renversement violent des régimes au pouvoir. Ils voient au contraire leur rôle comme montrant la voie vers une **transition** en douceur, bien que radicale au plan social.

Encadré 2- *New Economy Working Group* (*NEWGroup*) : le 'Groupe de Travail pour une Nouvelle Economie' et David Korten

Le *NEWGroup* se décrit comme [15] « un groupe de réflexion politique virtuelle et de ressources de communications pour des groupes de la société civile, dont le nombre est croissant, qui sont concernés par la justice économique, la durabilité environnementale, et la paix ; ce groupe constitue une formation d'alliances et de coalitions sous la bannière de la nouvelle économie ». Il est co-présidé par **David Korten** et John Cavanagh.

David Korten est co-fondateur et président du '*Yes ! Magazine*', fondateur et président de *Living Economies Forum*, et membre fondateur de *Business Alliance for Local Living Economies*, l'Alliance des entreprises pour des économies de vie locale (tous sont des partenaires du *NEWGroup*). Il est titulaire d'un MBA (Mastère d'administration des sociétés) et d'un doctorat de la *Stanford Business School*; il avait servi comme capitaine dans l'armée de l'air américaine, en tant que professeur à la *Harvard Business School*, comme spécialiste des projets à la Fondation Ford, et comme conseiller régional en Asie sur la gestion du développement à l'Agence américaine pour le développement international. Il est un critique éminent de la mondialisation et des systèmes dominants financiers et bancaires. Ses livres sont : *When Corporations Rule the World* (1995, 2001); *The Great Turning: From Empire to Earth Community* (2006), and *Agenda for a New Economy: From Phantom Wealth to Real Wealth - A Declaration of Independence from Wall Street* (2009, 2010).

[Note du traducteur : ce *NEWGroup* rappelle tout à fait le '**Mouvement des insurgés**', voir cette expression dans la rubrique 'Définitions et Compléments *in fine*']
Le Rapport du *NEWGroup* est intitulé, '*How to Liberate America from Wall Street Rule*', 'Comment libérer l'Amérique des règles de Wall Street' [8] ; il devrait être lu par tous nos dirigeants politiques. Il est un guide, étape par étape, sur la façon de déconstruire le système monétaire actuel et le système bancaire de Wall Street : ne rendre des comptes à personne d'autre qu'aux très riches et aux puissants qui font fonctionner le système, et le remplacer par un système qui sert utilement l'économie réelle ; ce nouveau système est désigné par l'expression 'Main Street' - la rue principale - et il devrait être responsable devant les communautés locales, tout en répondant à leurs besoins.

Un programme d'action en six parties

Le plan d'action est défini dans un simple Ordre du jour composé de six parties [8], qui

est destiné aux Etats-Unis et qui est directement transposable à l'Europe et ailleurs.

1. Inverser la consolidation bancaire et construire un système national de base communautaire, des établissements des comptes de la communauté. Déconstruire les mégabanes et appliquer des politiques fiscales et réglementaires qui favorisent des institutions financières basées sur les collectivités, en particulier les coopératives ou les organisations à but non-lucratif, consacrées à la richesse de la collectivité en construction.
2. Créer une Banque de partenariat d'État dans chacun des 50 Etats [USA], pour servir de dépôt pour les actifs financiers des états et les institutions financières de développement de la communauté, afin d'accorder des prêts pour l'accession à une propriété bâtie, ainsi que pour les activités industrielles et commerciales.
3. Restructurer la Réserve fédérale américaine pour limiter sa responsabilité dans la gestion de la masse monétaire, soumise à la surveillance fédérale et à la responsabilité publique, et pour exiger que tout l'argent nouvellement créé soit appliqué aux infrastructures avec un financement public.
4. Créer une Banques fédérale de relance et de reconstruction pour financer les projets d'infrastructures 'vertes' et désignées par le Congrès américain. Elle serait financée avec l'argent que la Réserve fédérale peut créer si elle détermine un besoin d'élargir l'offre de capitaux, au lieu de l'introduire par le biais des banques du système de Wall Street, comme cela se fait actuellement.
5. Réécrire les règles du commerce international et des investissements pour sécuriser l'appropriation nationale, l'autonomie et l'autodétermination (dans un renversement de la mondialisation économique). Amener les règles internationales à s'aligner avec les hypothèses fondamentales de la théorie du commerce, selon laquelle la propriété des actifs productifs appartient aux citoyens du pays dans lequel ils sont situés et que le commerce entre les nations est équilibré. Tenir pour responsables les entreprises qui opèrent dans plusieurs pays, de la conformité avec les lois en vigueur dans chaque pays où ils opèrent.
6. Appliquer des mesures réglementaires et fiscales pour garantir l'intégrité des marchés financiers et du système monétaire et bancaire.

Ces mesures favorisent bien sûr l'investissement productif et rendent illégale et non rentable la spéculation financière, ainsi que tous les autres jeux financiers improductifs. (Cela inclurait par exemple la **taxe Tobin** sur les transactions financières, qui fait partie du **traité de l'Union Européenne** qui a été accepté pour faire face à la crise dans la **Zone Euro**, le 9 décembre 2011, mais qui a été refusé par le Royaume-Uni [16].)

© 1999-2011 The Institute of Science in Society

[Contact the Institute of Science in Society](#)

MATERIAL ON THIS SITE MAY NOT BE REPRODUCED IN ANY FORM WITHOUT EXPLICIT PERMISSION. FOR PERMISSION, PLEASE [CONTACT ISIS](#)

Définitions et compléments :

David Korten – Article Wikipédia

D^r. **David C. Korten** est un écrivain et une personnalité du mouvement [altermondialiste](#). Il est surtout connu pour être le fondateur du [People-Centered Development Forum](#) et auteur du livre *When Corporations Rule the World*. Korten a fait un [M.B.A.](#) et un [Ph. D.](#) à l'Université de Stanford. Il était capitaine de l'US-Air Force pendant la [guerre du Viêt Nam](#).

Après la guerre, il a travaillé à l'Agence de Développement International en Asie. Il est devenu critique vis-à-vis de la volonté réelle des États-Unis de combattre la pauvreté et les inégalités, et les autres problèmes des pays en voie de développement. David Korten est aussi un des fondateurs du Positive Future Network (Réseau pour un Futur Positif), et participe à la rédaction du magazine *YES! A Journal of Positive Futures*.

David Korten apparait dans un film documentaire au sujet du [Dalai Lama](#) intitulé [Dalai Lama Renaissance](#)¹.

Sommaire

[1 Quelques citations](#)

[2 Bibliographie](#)

[3 Notes et références](#)

[4 Liens externes](#)

Quelques citations [\[modifier\]](#)

«Dans les années 1980, le capitalisme a triomphé du communisme. Dans les années 1990s, il a triomphé de la démocratie.»

«Le monde est maintenant régi par un casino financier mondial où travaillent des banquiers anonymes et des gestionnaires de fonds de placement spéculatifs qui déplacent plus de deux billions de dollars de par le monde en quête de profits rapides et de refuges sûrs, entraînant les taux de change dans des tourbillons sans fin qui n'ont absolument aucun rapport avec quelque réalité économique que ce soit. Ils renflouent ou écrasent les économies nationales, achètent et vendent des sociétés, et tiennent les politiciens en otage dans leur propre intérêt.»

« Nous négligeons souvent la force du lien entre la grande entreprise et le gouvernement et la mesure dans laquelle les deux servent, même dans les pays démocratiques, d'instrument de l'élite et sont inextricablement liés ».

Bibliographie [\[modifier\]](#)

When Corporations Rule the World (1995), traduit en français, sous le titre "Quand les multinationales gouvernent le monde" ([Éditions Yves Michel](#), Gap, 2006), ([ISBN 2913492371](#) et [978-2913492370](#)), traduit par N.D. Renaud

The Post-Corporate World: Life After Capitalism ([ISBN 1-57675-051-5](#))

Globalizing Civil Society: Reclaiming Our Right to Power

Getting to the 21st Century: Voluntary Action and the Global Agenda (1990)

Notes et références [[modifier](#)]

↑ [Site officiel du film *Dalai Lama Renaissance*](#) [[archive](#)]

Liens externes [[modifier](#)]

(en) davidkorten.org

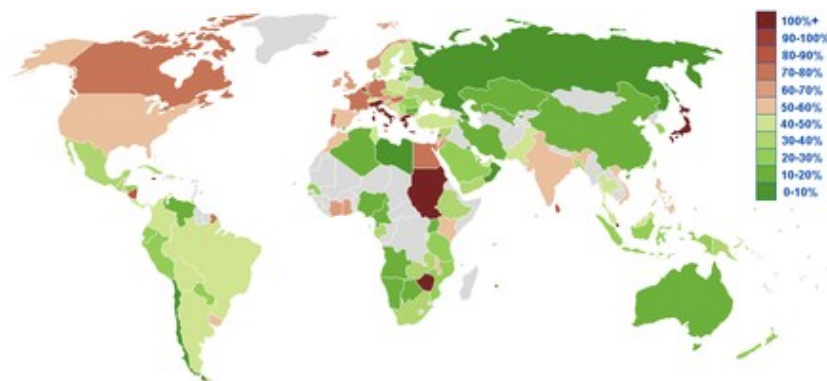
(en) [People-Centered Development Forum](#)

(en) [YES! A Journal of Positive Futures](#)

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/David_Korten

Dette publique – Extrait d'un article de Wikipédia

La **dette publique** est, dans le domaine des [finances publiques](#), l'ensemble des engagements financiers pris sous formes d'emprunts par l'[État](#), les [collectivités publiques](#) et les organismes qui en dépendent directement (certaines [entreprises publiques](#), les organismes de [sécurité sociale](#), etc.).



Carte de la dette publique en % du [PIB](#) en [2010](#)

Voir aussi : [Liste de pays par dette publique](#).

Le [déficit public](#) apparait lorsque les produits (les recettes fiscales essentiellement) sont inférieurs aux charges (dépenses budgétaires essentiellement) des administrations publiques. Cette différence entre les charges et les produits s'apprécie sur une période légale, généralement l'année civile. La dette publique augmente à chaque fois qu'un [déficit public](#) est financé par l'emprunt. La dette publique représente donc l'accumulation des besoins de financement des périodes successives de ces administrations.

La dette prend le plus souvent la forme d'[emprunts d'État](#). La capacité de remboursement des [emprunts](#) contractés au titre de la dette publique par les États et les collectivités publiques est évaluée par les [agences de notation financière](#). Les pays les moins fiables, au regard des marchés financiers et des agences de notation, peuvent

avoir recours aux [banques](#) commerciales ou à des institutions internationales ([Banque mondiale](#), [Fonds monétaire international](#), Banques régionales de développement).

Au sein de la dette publique, on distingue la [dette publique intérieure](#), détenue par les [agents économiques résidents](#) de l'État émetteur et la [dette publique extérieure](#), détenue par des prêteurs étrangers. On distingue également la dette de court terme (un an ou moins), à moyen terme (jusqu'à dix ans) et à long terme (au-delà de dix ans).

La [dette](#) publique se distingue donc, en macroéconomie, de la dette des ménages ou de la dette des entreprises.

Sommaire

[1 Délimitation et problèmes de mesure](#)

[1.1 Délimitation](#)

[1.2 Deux problèmes de mesures](#)

[1.2.1 Dette brute et dette nette](#)

[1.2.2 Dette « explicite » et dette « implicite »](#)

[1.2.3 Comparaison des niveaux d'endettement public des pays en fonction des définitions retenues](#)

[1.3 Dette publique et endettement intérieur total](#)

[2 Gestion de la dette publique](#)

[2.1 Objectifs](#)

[2.2 Les contrats d'échanges de taux d'intérêt \(« swaps »\)](#)

[2.3 Gestion de la dette publique et gestion de la trésorerie](#)

[2.4 Au niveau international](#)

[3 Histoire de la dette publique](#)

[3.1 Les conditions nécessaires à l'apparition d'une dette publique](#)

[3.2 Deux éléments structurels de la dette publique sur le long terme](#)

[3.3 Chronologie](#)

[3.3.1 Moyen Âge](#)

[3.3.2 Ancien Régime](#)

[3.3.3 XIX^e siècle](#)

[3.3.4 XX^e siècle](#)

[4 Analyse théorique de la dette publique](#)

[5 La dynamique économique de l'endettement public](#)

[5.1 Les variations de l'encours de la dette : impact de la dette passée, intérêt de la dette et solde primaire](#)

[5.2 Les variations du taux d'endettement par rapport au PIB](#)

[5.2.1 Taux d'endettement et taux de croissance](#)

[5.2.2 Un élément essentiel de la dynamique du taux d'endettement : l'écart entre taux d'intérêt et taux de croissance](#)

[5.3 Création monétaire et réduction de l'endettement](#)

Délimitation et problèmes de mesure [[modifier](#)]

Délimitation [[modifier](#)]

La dette publique est constituée par l'ensemble des engagements financiers des [administrations publiques](#). Les administrations publiques recouvrent un périmètre plus large que l'État, entendu au sens strict. Dans le cas de la norme européenne de [comptabilité nationale \(SEC 95\)](#), elles sont définies comme l'« ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. [...] Le secteur des administrations publiques comprend les [administrations publiques centrales](#), les [administrations publiques locales](#) et les [administrations de sécurité sociale](#)¹. »

La dette publique n'est donc pas la dette du pays, entreprises et ménages compris, mais seulement celle de l'ensemble des administrations publiques. Cette dette est généralement calculée de manière brute : les actifs des administrations ne sont pas soustraits au passif. D'autre part, certains engagements des administrations ne sont généralement pas pris en compte, en particulier les charges futures liées aux [retraites](#) des agents publics. Les normes comptables appliquées à la dette publique sont très différentes de celles retenues pour les entreprises.

La dette publique est, le plus souvent, mesurée en pourcentage du [PIB](#). Ce [ratio](#) est, en effet, économiquement plus pertinent que le seul encours de la dette publique. De fait, la capacité d'un État à rembourser sa dette est fonction des ressources qu'il peut mobiliser. Or celles-ci sont fonction de la taille du PIB, puisqu'elles proviennent, pour l'essentiel, de [prélèvements obligatoires](#) assis sur l'activité économique du pays. L'importance économique d'une dette publique est donc proportionnelle au PIB du pays...

En France [[modifier](#)]

Article détaillé : [Dette publique de la France](#).



Graphique - Dette publique en France % du [PIB](#)

En [France](#), depuis le milieu des années 1970, la dette publique a augmenté pour atteindre 83% du PIB fin 2010. En 2011 elle montera à 86,2% (87% en 2012). Le service de la dette devient en 2011, pour la première fois de l'histoire économique de la France, le premier poste du budget (il passe désormais devant celui de l'Éducation Nationale et la Défense) : 46,9 milliards, contre 44,5 pour l'Éducation (30,1 pour la Défense). Il représente maintenant un montant supérieur à celui de l'impôt sur le revenu. Comme les autres pays de la [zone euro](#), la France doit respecter les [critères de Maastricht](#). ...

Lire la suite sur le site http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publicue

Economie circulaire –

La notion d'économie circulaire correspond aussi à celle d'écologie industrielle

'L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE, UNE ÉCONOMIE POUR LA DURABILITÉ Concepts - techniques – terrains' – Etude de Léo DAYAN, Directeur scientifique du laboratoire mondial APREIS et de l'Université Mondiale Nomade pour le Développement Durable - Université de Paris I Panthéon- Sorbonne. leo.day@apreis.org et <http://www.apreis.org>

Résumé : Comment accroître les flux financiers des entreprises et les performances économiques en visant l'équité et la réduction des flux de matière et de déchets ? Ne pas limiter la question des impacts économiques à des problèmes "end of pipe" de pollution et de déchets et reconstruire l'économie comme un écosystème. Une économie organisée par boucles de réutilisation des ressources substitue la vente d'un service à celle d'un produit et son efficacité doit moins au coût salarial et à l'échelle de production qu'à la productivité des ressources, aux synergies informationnelles et aux segments cognitifs de la production. La richesse se découple du flux de matière, les tâches se dématérialisent et se relocalisent et la coopération, les ingénieries et énergies entrepreneuriales du local sont les ressources critiques. Le "Phillips-Eco-Enterprise Center", est expérience au Nord des concepts et pratiques de la durabilité, une socialité planétaire déclinée localement à l'aide de populations originaires des cultures du Sud.

L'article complet est à découvrir sur le site suivant :

http://www.apreis.org/docs/eco.indu_cread.pdf

Une sélection d'articles sur l'économie circulaire.

[Qu'est-ce que l'Économie Circulaire Intégrale](#) mercredi 30 septembre 2009 –

Article original de '[blog In Solido](#)'

D'abord, qu'est-ce que l'économie?

Pourquoi est-elle *circulaire*? Pourquoi *intégrale*?

L'étymologie aide à comprendre.

"Éco" vient de "*oikos*" (grec) et signifie "maison, habitat". Rappelons-nous que nous habitons : 1- notre corps, 2- notre maison, 3- la planète.

"Écologie" ajoute "logos" qui signifie "logique, discours, parole". On dit qu'il s'agit de *l'étude de l'habitat*.

"Économie" ajoute "nomos" qui signifie "ce qui est attribué en partage, ce que l'on possède, usage, coutume, loi". On dit qu'il s'agit de *l'administration de l'habitat*.

"Écosystème" ajoute "sustêma" qui signifie "assemblage, ensemble". "Sustêma" vient du verbe "sunistanai" qui signifie "placer ensemble, grouper, unir" et fait référence à être debout et ensemble.

Déiculture

Dans notre société décultivée, le sens premier et véritable des mots que nous utilisons a été oublié et corrompu. Par exemple, l'agriculture n'est plus de l'agriculture alors nous la qualifions de "biologique" ou "écologique" pour revenir à sa vraie définition. Il en est de même avec la médecine et bien d'autres mots comme l'économie, alors nous la qualifions de circulaire lorsque nous voulons faire référence à son sens originel. Le qualificatif est donc redondant comme une "vérité vraie" mais actuellement nécessaire dans notre contexte moderne déconnecté.

L'économie des animaux : circulaire et viable sans économiste!

L'Économie constitue l'ensemble des activités qui servent à répondre aux besoins de survie des êtres vivants en respectant les règles de la nature. L'économie véritable est "circulaire" parce que la vie est cyclique. Tout retourne à la nature. Les déchets n'existent pas. Les matières résiduelles des uns constituent la matière première des autres. La nature procure l'abondance lorsque l'on redonne autant sinon plus que reçu. Notez que les animaux entretiennent des activités "économiques" viables sans l'aide d'économistes!

L'Économie Circulaire est intégrale lorsqu'elle inclut l'ensemble des activités économiques. Il s'agit d'une vision globale où l'écologie constitue la référence à connaître et à mettre en application concrètement.

Le Bien Commun : les services gratuits de la Nature.

L'écologie nous enseigne que **la Nature offre des services gratuits à l'humanité**. Ces services constituent **le bien commun**. Par exemple, le soleil, le vent et la pluie sont des services gracieusement offerts par la nature. Il en est de même également pour l'énergie, le pétrole, le gaz, le minerai, les forêts et la création de vie.

L'être humain crée. Ses oeuvres ont un prix: la reconnaissance de leur valeur. L'argent a été créé afin de faciliter la mémoire de la reconnaissance de la valeur de l'intelligence (capital) retrouvée dans les échanges humains. Les intérêts ne sont pas écologiques. **Une monnaie "circulaire" est dépourvue d'intérêts**.

Et puisque **l'énergie fait partie du bien commun**, son accès doit être libre, c'est-à-dire gratuit. Il n'est pas question ici d'un type de technologie en particulier. Il s'agit de facturer strictement l'ouvrage humain soit l'accès à un produit (une machine) ou un service (accès à un réseau) et non facturer l'énergie elle-même (bien commun).

Bref, **L'Économie Circulaire Intégrale** concerne l'application concrète des connaissances de l'écologie dans nos activités visant notre subsistance, ce qui implique l'usage d'une monnaie sans intérêt et un libre accès à l'énergie.

Photos: <http://www.bigfoto.com/> - Source : <http://insolidofr.blogspot.com/2009/09/economie-circulaire-integrale.html>

Qu'est-ce que l'économie circulaire ? - Extrait d'un document éco-life
« L'économie circulaire s'oppose à l'économie linéaire, la nôtre, qui épuise d'un côté des ressources, et accumule de l'autre des déchets ; elle cherche à rapprocher nos écosystèmes industriels du fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes naturels. Il s'agit de disjoindre la création de valeur des flux de matière et d'énergie qui la sous-tendent généralement. Deux chiffres permettent de prendre conscience des enjeux :

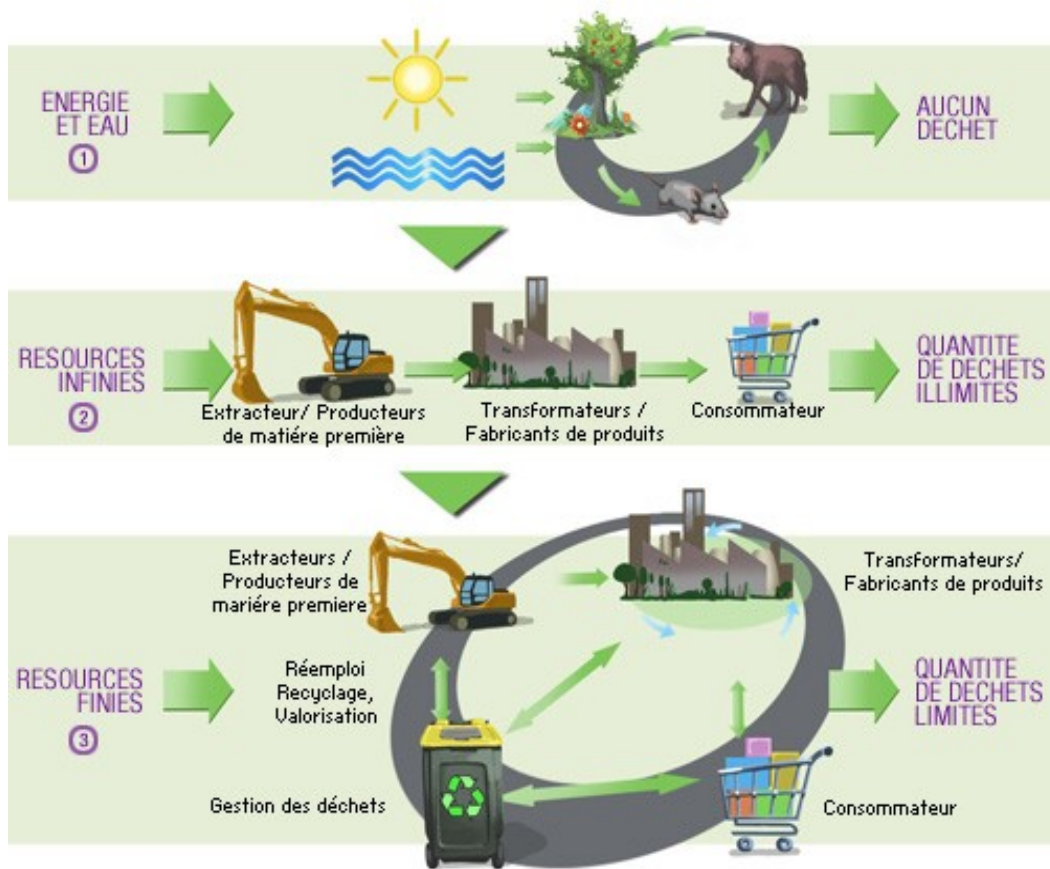
seuls 7 p. 100 des ressources utilisées pour obtenir des produits finis se retrouvent dans ces derniers ; 80 p. 100 de ces mêmes produits ne donnent lieu qu'à un seul usage. Plus précisément, il s'agit de conduire une double stratégie de dématérialisation : d'abord, en réduisant la quantité d'énergie et de matière par unité de biens produits, sans oublier la nécessité de décarboniser l'énergie - en recourant à des énergies de substitution ou en séquestrant à la source le carbone. Ensuite, l'objectif recherché est le bouclage des cycles de matières. Les voies disponibles sont alors multiples : l'utilisation des co-produits, sous-produits et déchets d'un type de production par d'autres productions, d'une industrie par une autre. A quoi s'ajoutent enfin la réutilisation, le *remanufacturing* et le recyclage. L'évolution à venir des technologies, avec les génies moléculaire (nanotechnologies), génétique et informatique, pourrait permettre de rapprocher les techniques de production de l'agrégation à froid de la matière propre au vivant, et d'ouvrir ainsi des horizons nouveaux au bouclage des cycles.

L'étude du métabolisme des différents secteurs d'activité constitue donc la condition *sine qua non* à une stratégie générale de rééquilibrage des flux. Elle permet d'identifier les flux qui suscitent un impact environnemental significatif et de dégager des synergies entre les différents secteurs industriels afin de réduire de façon générale la quantité des ressources nécessaires à la fabrication des biens.

Lire l'article complet sur le site : http://www.eco-life.fr/fiches/dossier_economie_circulaire.pdf

Economie circulaire – Document GDF-Suez

Les ressources considérées comme infinies sont aujourd'hui réévaluées à leur propre valeur et économisées : elles sont finies. L'économie circulaire s'oppose à l'économie linéaire qui épuise d'un côté des ressources, et accumule de l'autre des déchets ; elle cherche à rapprocher les écosystèmes industriels du fonctionnement des écosystèmes naturels.



- ① Fonctionnement des écosystèmes naturels
- ② Fonctionnement linéaires des systèmes industriels "classiques"
- ③ Fonctionnement circulaires des systèmes éco-industriels

- [Téléchargez librement ce schéma](#)

Source : <http://www.gdfsuez.com/fr/engagements/amenagement-urbain-durable/les-convictions-de-gdf-suez/economie-circulaire/economie-circulaire/>

Mouvement des Indignés - Introduction d'un article de Wikipédia



Cet article concerne un [évènement en cours](#). Ces informations peuvent manquer de recul et changer à mesure que l'évènement progresse. Le titre lui-même peut être provisoire. N'hésitez pas à l'améliorer en [citant vos sources](#). Dernière modification de cette page le 12 décembre 2011 à 19:25.

Manifestation à Grenade le 15 mai 2011.

Manifestation à Paris le 20 mai 2011.

Faute de budget pour acheter des drapeaux, les consignes sont écrites en papiers et cartons.

Le **mouvement des Indignés** ou *Mouvement 15-M* est une série de manifestations pacifiques spontanées menées en [Espagne](#) à partir du 15 mai 2011, totalisant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes, nées sur les [réseaux sociaux](#) et initiées par le mouvement et le site web [iDemocracia Real Ya!](#)¹ (*Une vraie démocratie, maintenant*), d'où ont émergé plus de 200 petites associations solidaires².

Ce mouvement inédit par son ampleur et ses revendications se poursuit encore actuellement. Régulièrement, des manifestants ou des organisations se revendiquent des Indignés. Une journée mondiale des Indignés a eu lieu le 15 octobre 2011.

Le nom des indignés a été inspiré par le titre du manifeste [Indignez-vous!](#), écrit par [Stéphane Hessel](#), ancien diplomate et résistant français. Le mouvement se réclame des influences du [Printemps Arabe](#)^{3.4.5.6.7}, ainsi que de celles du mouvement [Geração à rasca](#) du 12 mars au Portugal⁸ et des mouvements [grecs](#) et [islandais](#) de 2008⁹.

Sommaire

[1 Description](#)

[1.1 L'appel du 15 mai 2011](#)

[1.2 Le 12 juin 2011](#)

[2 Spécificités du mouvement](#)

[3 Revendications](#)

[3.1 Désirs des manifestants](#)

[4 Historique](#)

[4.1 15 mai](#)

[4.2 16 mai](#)

[4.3 17 mai](#)

[4.4 18 mai](#)

[4.5 22 mai](#)

[4.6 31 mai](#)

[4.7 12 juin](#)

[4.8 19 juin](#)

[4.9 14 juillet](#)

[4.10 Le 15 octobre : première journée mondiale des indignés](#)

[5 Traductions et réactions politiques](#)

[6 Exportation](#)

[6.1 Belgique](#)

[6.2 France](#)

[6.3 Grèce](#)

[6.4 États-Unis](#)

[7 Liens connexes](#)

[8 Notes et références](#)

[9 Sources](#)

Article complet http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_Indign%C3%A9s

Nouvelle économie par Ignacio Ramonet, Directeur du *Monde diplomatique* de 1990 à 2008. Article d'avril 2000

Aperçu de l'article

ON connaît le mot de Karl Marx : « *Donnez-moi le moulin à vent, je vous donnerai le Moyen Âge.* » Nous pourrions ajouter, en le paraphrasant : « *Donnez-moi la machine à vapeur, je vous donnerai l'ère industrielle.* » Ou, en l'appliquant à l'époque contemporaine : « *Donnez-moi l'ordinateur, je vous donnerai la mondialisation.* »

Même si de tels déterminismes sont forcément excessifs, ils résument bien cette idée centrale : à des moments charnières de l'histoire, une invention capitale - qui ne résulte jamais du hasard - bouleverse l'ordre des choses, infléchit la trajectoire d'une société et enclenche un nouveau mouvement de longue durée. Imperceptiblement, depuis une bonne décennie, nous sommes entrés dans un mouvement de ce type.

A la fin du XVIIIe siècle, la machine à vapeur, en provoquant la révolution industrielle, avait changé la face du monde : essor du capitalisme, apparition de la classe ouvrière, naissance du socialisme, expansion du colonialisme, etc. Or cette machine, en définitive, ne relayait que le muscle.

Ayant vocation à remplacer le cerveau, l'ordinateur est en train de provoquer, sous nos yeux, des mutations encore plus formidables et inédites. Chacun constate, en effet, que déjà tout change autour de soi : le contexte économique, les données politiques, les paramètres écologiques, les valeurs sociales, les critères culturels et les attitudes individuelles.

Les technologies de l'information et de la communication ainsi que la révolution numérique nous font entrer, nolens volens, dans une nouvelle ère. Dont la caractéristique centrale est le transport instantané de données immatérielles. Et la prolifération des liaisons et des réseaux électroniques. Internet constitue le cœur, le carrefour et la synthèse de la grande mutation en cours. Les autoroutes de la communication sont à l'ère actuelle ce que les chemins de fer furent à l'ère industrielle : de vigoureux facteurs d'impulsion et d'intensification des échanges. Avec une telle comparaison à l'esprit, de nombreux boursicoteurs se souviennent que (...)

Lire l'article complet à partir de la source ci-après : <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/04/RAMONET/13688>

Définition de la nouvelle économie - Allons-nous rentrer dans la "nouvelle économie" ?

Ce terme définit aux Etats-Unis la croissance tirée par les nouvelles technologies et se caractérise par une absence d'inflation, le plein-emploi et une conquête du monde. Estimé à 4 milliards de dollars en 1994, le chiffre d'affaires directement généré par internet aurait atteint les 301 milliards de dollars (318 milliards d'euros) en 1998, ce qui ramène le chiffre d'affaires de l'Internet au niveau des industries phares de l'économie américaine, comme l'automobile (350 milliards de dollars).

En France les NTIC auraient contribuées à 5 % du PIB, 3,5% de la richesse nationale et 15% de la croissance économique en 1998. Si on est encore loin des Etats-Unis(un tiers

de la croissance), on ne peut pas dire que l'on est épargné par cette (r)évolution. La France va rentrer dans la nouvelle économie et va devoir rattraper son retard en terme de population connectée, d'usage professionnel d'internet et de création de contenus.

Un des éléments les plus encourageants de cette nouvelle économie est la création de nouvelles sociétés qui se développent rapidement et vendent au monde entier. On connaît Yahoo qui s'est développé en moins de cinq ans, passant d'un service créé par deux étudiants à une société plus importante que Boing en termes de capitaux. Cependant la nouvelle-économie ne se limite pas à des entreprises du secteur de la high-tech, c'est aussi une entreprise traditionnelle de casse automobile qui double son chiffre à l'export grâce à son site. C'est une entreprise d'assurance qui revoit son organisation lors de la mise en place d'un intranet et qui donne à chaque salarié plus d'autonomie et de responsabilité, diminuant ainsi les niveaux hiérarchiques. C'est une entreprise familiale de porcelaines qui se met sur internet et sauve des emplois en vendant au Japon.

Au coeur de la nouvelle économie se trouve l'humain et plus particulièrement sa matière grise qui devient le premier facteur de production. La révolution c'est la connexion de cette matière grise en un réseau mondial grâce à la norme TCPIP qui permet de connecter tous les ordinateurs de la planète. L'élément le plus important n'est pas l'ordinateur, c'est le fait de le connecter à un autre et par ce biais de relier les hommes entre eux.

La technologie vient alors bouleverser le processus de production : acheter, vendre, produire, distribuer chaque fonction est atteinte. A tout moment un nouveau concurrent peut bouleverser la chaîne de valeur en se positionnant en tant que nouvel intermédiaire. Le client devient le roi. On passe d'un marketing de masse à un marketing personnalisé. La concurrence devient globale, à la fois globale et locale. Chaque entreprise peut s'adresser au monde mais en s'adaptant localement à chaque marché. On peut maintenant partager sa passion avec des passionnés du monde entier et intégrer une communauté. Le rapprochement avec des partenaires et clients passe par une communication active dans les news-groups. Grâce à l'Email et aux nouvelles pratiques professionnelles du net, les accords, partenariats et contrats peuvent se conclure à travers le monde en une seule nuit. Le temps s'accélère au point de rendre caduc un modèle économique en moins de six mois.

Au niveau structurel cette nouvelle-économie se caractérise par :

L'économie de l'immatériel. Chaque information : données, textes, sons, images, programmes peuvent être distribués par le réseau, réduisant le coût de production à un coût de recherche. On entend actuellement parler de cette mutation dans l'industrie du disque avec l'arrivée du MP3.

Un capitalisme sans friction. Remplacement des intermédiaires : Acheter en bourse, vendre un bien immobilier, comparer les prix de différents frabiquants. La chaîne des intermédiaires traditionnels est remplacée par un site qui permet l'accès à toute l'information disponible.

Les prix dynamiques. L'achat aux enchères se développe sur le net dans tous les domaines : billets d'avion, chambres d'hôtels, matériel, laissant au consommateur le soin de fixer le prix du marché.

Une réduction des stocks. Internet permet de relier les intermédiaires à leurs distributeurs, la production est lancée en temps réel à la demande du client supprimant les stocks.

Personnalisation. Pouvoir créer sa page d'accueil pour y voir sa sélection d'informations. Commander son ordinateur personnalisé en sélectionnant les options de son choix dans un menu. Se voir proposer une sélection d'ouvrages sélectionnés en fonction de ses lectures précédentes.

L'économie de l'attention. Le consommateur devenant roi, ce qui compte c'est attirer son attention sur son produit. Créer de l'audience devient le leitmotiv pour gagner de l'argent en portant son attention sur les produits de ses annonceurs ou sur ses propres produits.

La nouvelle économie peut être une rupture et une menace, mais elle peut être aussi une continuité et une opportunité. Cela dépend principalement de l'Etat dont le rôle est d'accompagner le changement. Le développement du capital-risque et des stocks-options devraient permettre d'endiguer la fuite des talents tout en favorisant le dynamisme économique et l'innovation. Remettre l'individu et son savoir au centre des préoccupations de l'Education Nationale. Ne plus créer de futurs salariés mais des agents autonomes dont le fond de commerce est leur matière grise permettra de rendre à l'individu sa liberté tout en lui donnant les armes pour s'adapter aux nouveaux paradigmes économiques.

Pour résumer ces principaux changements, voici un tableau synthétique :

	Ancienne économie	Nouvelle économie
Caractéristiques économiques :		
Marchés	Stables	Dynamiques
Compétition	National	Global et local
Organisation	Hierarchisé, bureaucratique	En réseau
Industrie :		
Organisation de la production	Production de masse	Production flexible
Facteurs de production	Capital/Travail	Innovation/Connaissance
Facteurs de compétitivité	Mécanisation	Numérisation
Sources d'avantages comparatifs	Baisses des coûts et économies d'échelle	Innovation, Qualité, Coût,

Relations entre entreprises	Solitaire	Alliances et collaboration
Masse salariale :		
Buts politiques	Plein-emploi	Adaptativité et plus hauts revenus
Compétences	Compétences spécifiques	Compétences variées et transdisciplinaires
Education requise	Une compétence ou un diplôme	Un apprentissage à vie
Management du personnel	Adversité	Collaboration
Nature de l'emploi	Stable	Risque et opportunité
Gouvernement :		
Relations aux affaires	Régulariser	Encourager la croissance
Régulation	Commande et contrôle	Outils de mesure du marché, flexibilité

L'Europe devrait bientôt rattraper son retard en nombre d'internautes grâce notamment à l'impulsion de l'internet gratuit. Cela devrait permettre à nombre de PME d'entrevoir de nouveaux débouchés vers le commerce électronique. Outre le marché local dont elles seront les principaux acteurs grâce à leur petite taille et à leur réactivité, Internet les débarrassera des barrières géographiques les exposant ainsi à la concurrence mondiale. Elles devront aller à la recherche de leurs clients sur internet et adopter de nouveaux usages. Elles devront repenser leur organisation interne, dégager de nouveaux avantages compétitifs grâce à internet, revoir leur positionnement dans la nouvelle chaîne de valeur et se créer une image auprès des internautes. De nouvelles entreprises émergeront poussées par le capital-risque et viendront rivaliser avec les acteurs traditionnels, captant des parts de marchés aux acteurs traditionnels qui ne se seront pas adaptés à la nouvelle donne. D'un côté le net va créer des opportunités pour de nouvelles compagnies, de l'autre elle va permettre à des entreprises bien implantées (en terme de marque, de capacité de distribution,...) de créer un effet de levier pour accroître leur puissance.

Au niveau stratégique les changements concerneront :

A l'intérieur d'une entreprise

Repenser son positionnement dans la nouvelle chaîne de valeur.

Revoir son organisation autour du flux d'information.

Entre une entreprise et une autre

Sélectionner les flux d'informations qui seront partagés

Entre l'entreprise et le consommateur

Redéfinition de sa cible.

Au niveau organisationnel les changements concernent :

A l'intérieur d'une entreprise

Utilisation de l'Internet pour communiquer

Partage de la connaissance et de l'information

Travail en équipes multi-disciplinaires

Mettre des données d'une base à disposition (État des commandes, État du stock, base de connaissance, rapports d'étonnement)

Prendre des décisions en fonction de l'attente des consommateurs, et consultation d'un tableau de bord

Entre une entreprise et une autre

Automatiser les relations client fournisseur dans le cycle de production

Suivi des commandes et des livraisons

Collaboration, partenariat

Entre l'entreprise et le consommateur

Catalogue et commandes en direct

Suivi des commandes et des livraisons

Marketing - création d'images et d'une audience, personnalisation de la relation

Assistance pour des recherches de produits, prix et services

Groupement de clients par centres d'intérêt

Source http://barthes.ens.fr/scpo/Presentations00-01/Shibasaki_e-economie/NouvelleEconomie.htm

Les alternatives économiques : une vue d'ensemble – Par [Rajni BAKSHI](#) - 09 / 2008 – Document 'dph' dialogues, propositions, histoires **pour une citoyenneté mondiale.**

Les alternatives économiques désignent divers courants de pensée et d'action qui dénoncent les limites conceptuelles du cadre théorique de l'économie traditionnelle, dans ses variantes aussi bien capitalistes que communistes.

Les alternatives économiques, plus qu'une idéologie, sont davantage un processus de multiples remises en question de l'économie conventionnelle. Elles se situent dans la

lignée de ceux qui ont souhaité créer une « économie qui place l'être humain en son centre ». C'est donc aujourd'hui un véritable défi de créer les conditions de vie matérielles et d'organisation de la société en vue de parvenir à un système qui soit à la fois équitable et écologique.

Les différents courants des économies dites « alternatives », « humanistes » ou « écologistes » font partie d'un mouvement plus large visant à ancrer les processus économiques dans un cadre social et éthique. Cela signifie fondamentalement de remettre en question la notion de l'*Homo Economicus* comme être insatiable. Ce modèle a fait de l'« efficacité » un véritable *mantra* de l'ère industrielle. Mais, ainsi que le note Hazel Henderson, le « contre-économiste » futuriste : « L'efficacité pour qui ? L'efficacité par rapport à quel temporalité ? L'efficacité à quel niveau du système social ? ».

James Robertson, l'un des penseurs majeurs des alternatives économiques, insiste sur le fait que « l'économie ne pourra jamais être une science objective, non porteuse de valeurs. [...] Il faut admettre que, dans la mesure où les êtres humains sont des êtres moraux, les questions essentielles de la vie économique sont des questions morales ». Il existe toute une série de tentatives pour remettre en question l'économie conventionnelle, lesquelles divergent souvent quant aux propositions pour une économie plus porteuse de sens. Mais le point de départ de pratiquement toutes ces expériences est « l'économie qui place l'être humain en son centre » (*economics as if people mattered*) également traduit par « une société à la mesure de l'homme », le sous-titre du livre de Schumacher, *Small is Beautiful* (« Ce qui est petit est beau »).

Les alternatives économiques sont fondamentalement une réponse au fait que l'économie conventionnelle :

- * définit le progrès économique d'une manière qui détruit l'écosystème sur lequel il repose
- * favorise un type de progrès qui transfère systématiquement la richesse des pauvres vers les riches
- * est incapable de voir que l'ère de la « richesse des nations » est dépassée et que le temps est venu de ce que James Robertson appelle « une seule communauté humaine dans un monde unique »
- * exclut les valeurs éthiques et spirituelles du centre de la vie économique
- * est ancrée dans l'approche mécaniste et réductionniste du paradigme scientifique occidental.

Une rationalité économique radicalement nouvelle est nécessaire, dans laquelle le processus de développement est défini par le caractère durable, l'équité et la participation.

Les alternatives économiques se concentrent sur les objectifs et points de vue suivants :

1. Favoriser les systèmes sociaux et économiques qui encouragent l'autonomie et augmentent la capacité d'épanouissement des individus et des communautés. Cela ne signifie ni auto-suffisance ni isolation. L'accent est mis sur la capacité à coopérer librement avec les autres, ou, pour le dire avec les mots de Robertson, la capacité à une « autonomie coopérative ».

2. Il est nécessaire de conserver les ressources naturelles et de restaurer l'équilibre des écosystèmes globaux. C'est en partie l'un des objectifs des systèmes économiques organisés par bio-régions. La meilleure manière de combiner les objectifs économiques et écologiques est de décentraliser la gestion des ressources dont dépendent les communautés locales et leur donner un vrai pouvoir de décision sur l'usage de ces ressources.

3. L'économie du 21^{ème} siècle est vue comme un système économique mondialisé à plusieurs niveaux, avec des composantes autonomes mais interdépendantes à tous les niveaux : individu, famille, économies locales, économies nationales, groupements supranationaux et entreprises transnationales. Les alternatives économiques œuvrent pour un système dans lequel chaque unité plus large permet aux unités plus petites qu'elle contient d'être plus autonomes et préservées.

4. Enfin, les alternatives économiques visent avant tout à redéfinir la notion de richesse, qu'il s'agit de différencier de la notion de monnaie, d'argent. Dans ce processus, le courant des alternatives économiques s'engage dans un réexamen en profondeur et une redéfinition de concepts économiques de base tels que l'efficacité et la productivité ; la dépendance, l'interdépendance et l'autonomie ; les besoins, les désirs et la pénurie.

Mesurer autrement la prospérité

Actuellement, la réussite et la croissance économiques sont mesurées presque exclusivement à travers le concept de Produit National Brut (PNB), qui rend uniquement compte des échanges matériels au sein d'une société et est aveugle aux dimensions de bien-être social et de durabilité écologique.

Afin de répondre à cette insuffisance, des outils divers ont été mis au point tels que l'index de durabilité ou d'autres types de mesure du bien-être social qui prennent en compte la santé, l'éducation, les questions de genre, la justice et l'équité des revenus.

Capitalisme, communisme et le tournant actuel

Aujourd'hui encore, la revendication d'un autre monde possible est rejetée comme étant trop vague par les tenants du système capitaliste de libre marché, et comme pas assez radical par la Gauche. Mais, du point de vue du courant des alternatives économiques, le capitalisme tout comme le communisme ont, chacun à leur manière, réduit les possibilités de développement de millions de personnes et conduit la planète Terre au bord de la catastrophe environnementale.

Il est désormais plus largement reconnu que la pensée économique est à un tournant. La tâche de dessiner une nouvelle carte du monde réel est fondamentalement un effort normatif qui nous conduit à considérer ce que signifie « civilisation ». La civilisation est-elle la somme des réalisations technologiques et matérielles ? Ou a-t-elle davantage à

voir avec la recherche permanente de niveaux d'existence plus élevés ? La recherche de réponses à ces questions est un ouvrage perpétuellement en cours. Les nouvelles idées et les idéaux visionnaires ne jaillissent pas d'une boîte remplie avec les instructions détaillées. Nous tâtonnons inévitablement, reconnaissant nos limites et cherchant à les dépasser au fur et à mesure.

Malgré toutes les avancées de ces deux dernières décennies, les alternatives économiques en sont encore à ce premier stade. Car au cœur de cet effort, est la recherche d'une reformulation radicale de ce que signifie être humain, ce qui n'est pas peu. Cela implique une revalorisation des qualités typiquement humaines de conscience, comme porte d'entrée vers un domaine plus haut et spirituel. D'où l'accent que Schumacher met sur le besoin pour l'humanité de retrouver la foi en une existence qui ait un sens, un objectif de vie au-delà de l'auto-préservation et de la gratification.

Certains activistes et philosophes insistent sur le fait que ces efforts témoignent d'un tournant majeur dans l'histoire humaine, tournant qui pourrait marquer le développement des plus hautes aptitudes de l'homme à l'amour, la compassion et la non-violence.

Les différents courants des alternatives économiques :

- Remise en question du fonctionnement de la monnaie

L'un des courants majeurs des alternatives économiques vise à réformer en profondeur l'usage de la monnaie. Principalement présent dans les pays du Nord, ce courant s'interroge sur la nature même de la monnaie, son évolution et les possibilités de mise en place de formes différentes de monnaie. Cela inclut, par exemple, de trouver les moyens d'introduire une monnaie sans taux d'intérêt ou d'explorer les avantages des monnaies communautaires. Ces vingt dernières années, on a assisté à une prolifération de monnaies alternatives et complémentaires visant à reconstruire les communautés locales et à les protéger contre les aléas de l'économie globale dominée par les flux irréguliers et aléatoires de la monnaie conventionnelle.

A un autre niveau, d'autres courants acceptent la nature intrinsèque de la monnaie mais cherchent à limiter les ravages causés par le « casino global » du commerce monétaire international. Il existe ainsi une puissante campagne internationale demandant que toutes les nations instaurent une taxe sur les transactions financières afin de réduire la spéculation sur les marchés monétaires mondiaux et de lever des fonds pour des projets sociaux et de développement.

- L'Investissement Ethique

On assiste également à la montée de l'Investissement éthique ou Investissement Socialement Responsable (ISR) dans les pays occidentaux. L'ISR concerne aussi bien les individus que les investisseurs institutionnels, qui cherchent à placer leur argent dans des entreprises satisfaisant à des critères éthiques, fondés sur le respect de l'environnement et des droits de l'Homme. Ces investissements sont définis comme tout domaine du secteur financier où les décisions des investisseurs sont fondées non pas uniquement sur la recherche de profits mais sur des valeurs relatives à des préoccupations éthiques de type social, environnemental ou autre.

- Trouver un équilibre entre coopération et compétition

On observe un intérêt croissant pour comprendre le fonctionnement de l'économie du don telle qu'elle a existé dans l'Histoire. Ce concept implique en effet une plus grande prise en compte des dispositions humaines les plus nobles, telles que le besoin de partager, la réciprocité et la coopération.

L'une des manifestations les plus abouties de cette tendance est peut-être le mouvement de logiciel libre et d'*Open Source* (source ouverte). Ici, « libre » se réfère à la liberté de coopérer, collaborer et partager dans l'intérêt d'une plus grande créativité et d'une capacité accrue de résolution des problèmes. Richard Stallman, l'ingénieur du *Massachusetts Institute of Technology* qui a lancé le concept de logiciel libre au milieu des années 80, a posé les critères suivants pour définir un logiciel libre :

- * liberté d'utiliser le programme dans le but que l'on souhaite
- * liberté de modifier le programme selon ses besoins : pour cela il faut avoir accès au code source
- * liberté de redistribuer des copies, gratuites ou payantes
- * liberté de distribuer des versions modifiées du programme afin que la communauté puisse bénéficier des améliorations effectuées

- Commerce équitable

Les alternatives économiques promeuvent un commerce plus équitable. Elles vont même bien au-delà en situant ces initiatives dans un combat plus large, pour des relations plus équitables au sein de l'économie mondiale. Ainsi que les militants de l'organisation « *Just Change* », basée à Guddalur en Inde, ont constaté, de nombreuses associations de commerce équitable dans le Nord sont dépourvues de cette vision plus large et réduisent leur activité à l'obtention d'un meilleur prix pour les producteurs. La perspective privilégiée par les alternatives économiques vise quant à elle à remettre en cause les relations fondamentales de pouvoir entre le travail et le capital.

- Un marché « conscient »

En définitive, la volonté de redéfinir le fonctionnement des marchés est sous-jacente à toutes ces tendances. Le courant des alternatives économiques valorise la notion de « bazar » en tant que mécanisme ancien et fiable permettant aux individus de se rassembler à des fins sociales, culturelles ou commerciales. Les alternatives économiques ne sont clairement pas opposées au marché mais sont avant tout critiques de la vision réductrice et négative de l'être humain sur laquelle la culture du libre marché est fondée. C'est pourquoi David Korten, défenseur bien connu des alternatives économiques, a appelé de ses vœux un système qui permettrait aux marchés d'être plus « conscients ».

Chacun de ces domaines est à lui seul un sujet d'étude et d'action très riche. Dans ce court dossier, nous retracerons l'histoire des alternatives économiques et évoquerons les initiatives actuelles qui remettent en question les paradigmes économiques conventionnels et proposent de nouvelles perspectives.

Mots-clés

[altermondialisation développement alternatif sciences économiques économie
solidaire développement économique système économique](#)

dossier

[Une Economie du bien-être: regards sur les alternatives économiques](#)

Notes

Traduit de l'anglais par Valérie FERNANDO

Cette fiche est également disponible en anglais : [What is New Economics?](#)

Quelques lectures :

Hazel HENDERSON, Daisaku IKEDA, *Pour une citoyenneté planétaire*, Paris, L'Harmattan, 2006

Hazel HENDERSON, « [L'imposture](#) », Le Monde Diplomatique, février 2005

Hazel HENDERSON, *Creating Alternative Futures: The End of Economics*, Putnam's and Sons, N.Y., 1978.

Hazel HENDERSON, *The Politics of the Solar Age: Alternatives to Economics*, Knowledge Systems, Indianapolis, Indiana, 1998

David C. KORTEN, *Quand les multinationales gouvernent le monde*, Editions Yves Michel, 2006

David KORTEN, « The Mindful Market Economy », in *Resurgence*, Issue 200, May/June 2000.

James ROBERTSON, *The Sane Alternative: A Choice of Futures*, Oxon, 1978

James ROBERTSON, *Future Wealth: A New Economics for the 21st Century*, TOES Books, Bootstrap Press, N.Y., 1990

James ROBERTSON, *Changer d'économie ou la nouvelle économie du développement durable*, Opoce, 2000

E.F. SCHUMACHER, *Small is Beautiful: Economics as if People Mattered, 25 years later* with commentaries, Introduction by Paul Hawken, Hartley and Marks, 1999.

E.F. SCHUMACHER, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'Homme*, Paris, Seuil, 1978

Source

Livre de Rajni BAKSHI, *An Economics For Well-Being*, Centre for Education and Documentation, Mumbai & Bangalore, 2007

[CED](#) (Centre for Education and Documentation) - CED Mumbai: 3 Suleman Chambers, 4 Battery Street, Behind Regal Cinema, Mumbai - 400 001, INDIA - Phone: (022) 22020019
CED Bangalore: No. 7, 8th Main , 3rd phase, Domlur 2nd Stage, Bangalore - 560071, INDIA - Phone: (080) 25353397 - Inde - www.doccentre.net - cedbom@doccentre.net, cedban@doccentre.net - [contact](#) · [plan du site](#) · [mentions légales](#)

Source <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7550.html>

[*Est-ce que ce peut être la richesse fictive ?*](#) - Document 'Une administration et des finances'. 24 novembre 2009

Maintenant c'est le moment le plus opportun pour avancer dans les programmes alternatifs qui cherchent de se frayer le chemin à une **nouvelle économie** dédiée à servir à la communauté. Pour pénétrer dans cet objectif l'écrivain David Korten, l'ex-professeur de l'Université de Harvard Graduate School of Business, président de l'assemblée Positive Futures Network et le membre le conseiller du Réseau d'Entreprises Sociales a réussi à capter l'essence de la nouvelle économie à travers de son oeuvre "l'Agenda for à New Economy : From Phantom Wealth to Réel Wealth" (l'Agenda pour une nouvelle économie depuis la richesse fictive vers la richesse réelle).

L'oeuvre qui injecte l'optimisme et les alternatives pour faire face à la plus grande crise économique des États-Unis depuis la grande dépression. Korten à son nouveau travail **identifie les fontaines les plus profondes de la crise** : les institutions de Wall Street, le commerce spéculatif, les bulles d'actifs et les pyramides fameuses, entre les autres. Entre ses commentaires les plus critiques, les censures ne s'échappent pas par les milliards de dollars qui se sont usés dans des sauvetages depuis le Wall Street, l'une des institutions causantes du chaos et experte dans l'art de créer des fantômes "d'une richesse" sans produire rien de valeur réelle.

"C'est rapport de la compréhension de l'actuel système de Wall Street, qui est articulé autour d'une illusion, **l'illusion dont l'argent est la richesse**, qui se traduit tout de suite dans l'idée de ce que les personnes qui créent ou qui gagnent de l'argent sont, en fait, part de cette richesse (...).

Cependant, la nécessité réelle est une transformation du fond vers l'haut de nos valeurs économiques et des institutions pour s'adapter aux occasions du XXIe siècle. Il s'agit d'un programme de cinq séances : la propreté de Wall Street, le jeu par les règles du marché, du financement libre de l'économie réelle, la mesure de ce que nous voulons réellement, et transformer à la dette sans argent, a assuré Korten.

Source : <http://euneadministrationetdesfinancesq.blogspot.com/2009/11/est-ce-que-ce-peut-etre-la-riche.html>

Agenda pour une nouvelle économie - De la richesse fictive à la vraie richesse. Présentation du livre de David C. Korten (Berrett-Koehler, San Francisco, 2009)

Dans ce livre en son temps, David Korten fixe un ordre du jour radical d'une réforme économique qui réduit de façon significative sa dépendance à l'égard du secteur financier. Bien que rédigé à partir d'une perspective américaine, les arguments du livre sont universellement applicables. Il établit une distinction entre une économie «Wall Street» et une économie «Main Street», et affirme que l'ancienne est basée presque exclusivement sur la production de richesses fictives, de l'argent créé à partir de rien comme les prêts des institutions financières, puis ensuite manipulés par des instruments financiers complexes, avec pour principal objectif d'enrichir les entreprises et les particuliers qui peuvent se permettre de spéculer.

Il cite l'actuel resserrement du crédit en tant que preuve de l'échec total de ce modèle, et montre le contraste entre richesse fictive et vraie richesse, c'est-à-dire les véritables produits et services dont les êtres humains ont besoin pour maintenir une vie saine, tout comme les liens de confiance mutuelle et de soins qui construisent les communautés et les familles.

Il définit un plan en douze points pour la transition d'une économie «Wall Street» à une économie « Main Street », une transition dont il reconnaît qu'elle peut être douloureuse, mais qu'il estime nécessaires si nous voulons mettre fin à un mode de vie destructeur des communautés, de l'environnement, et finalement de l'humanité elle-même. Il conclut avec les lignes directrices pour participer au mouvement mondial qui cherche à faire les changements nécessaires.

Source

http://www.lucistrust.org/fr/service_activities/world_goodwill/newsletter/recent_issues/2009_3_right_relations_with_all_beings/book_reviews

'Occupy Wall Street' - 'Occuper Wall Street'

Occuper Wall Street, ré-imaginer le monde, par David Graeber - Guardian

18 octobre 2011

La révolte de la génération perdue, promise à une vie d'austérité pour régler la facture de la crise financière, a d'ores et déjà l'immense mérite de reposer avec force les questions de fond soulevées en 2008 lorsque le système était à un doigt de s'effondrer. Questions aussitôt refermées par une classe politique dont le principal objectif est apparemment de restaurer l'état ancien des choses - à la plus grande satisfaction de cette mince élite qui prospère sur les déséquilibres minant nos sociétés. David Graeber est anthropologue, militant engagé dans les mouvements altermondialiste. Il enseigne aujourd'hui à Londres après que avoir été évincé de Yale.

Par David Graeber, 25 septembre 2011, The Guardian

« Pourquoi des manifestants occupent-ils Wall Street ? Pourquoi les étincelles de cette occupation - malgré la récente répression policière - ont-elles gagné en quelques jours toute l'Amérique, donnant envie à des centaines de personnes d'envoyer des pizzas, de

l'argent, du matériel et, aujourd'hui de lancer leurs propres mouvements appelés OccupyChicago, OccupyFlorida, dans OccupyDenver ou encore OccupyLA ?

Il existe des raisons évidentes. Nous assistons au début de l'affirmation revendicative d'une nouvelle génération d'Américains, une génération qui fait face à la perspective de terminer ses études sans trouver d'emploi, une génération sans avenir, mais lestée d'une dette exigible énorme. La plupart de ceux que j'ai rencontré viennent de la classe ouvrière ou sont d'origine modeste. Ce sont de jeunes gens qui ont fait exactement ce qu'on leur a demandé : étudier, entrer à l'université, et qui sont maintenant non seulement pénalisés pour cela, mais aussi humiliés - promis à une vie où ils seront traités comme des mauvais payeurs, des réprouvés.

Est-ce vraiment surprenant qu'ils aient envie de s'expliquer avec les magnats financiers qui leur ont volé leur avenir ?

Tout comme en Europe, nous observons ici le résultat d'un colossal échec social. Ces occupants sont exactement le genre de gens débordant d'idées, dont l'énergie devrait être favorisée par une société en bonne santé, afin d'améliorer la vie de chacun. Au lieu de quoi, ils la consacrent à imaginer le moyen de mettre à bas l'ensemble du système.

Mais l'échec définitif ici, est celui de l'imagination. Ce à quoi nous assistons peut également être considéré comme la revendication d'ouvrir enfin le débat que nous étions tous censés mener après 2008. Après le quasi-effondrement du système financier mondial, il y eut un moment où tout semblait possible.

Tout ce que l'on nous avait dit durant la dernière décennie s'était avéré être un mensonge. Les marchés ne se régulent pas eux-mêmes ; les créateurs d'instruments financiers ne sont pas des génies infailibles, et les dettes n'ont pas vraiment besoin d'être remboursées. En fait, l'argent lui-même s'est révélé être un instrument politique : des milliers de milliards de dollars pouvant être créé ou disparaître du jour au lendemain si les gouvernements ou les banques centrales le jugeaient nécessaire. Même le magazine *The Economist* titrait : « Capitalisme : était-ce une bonne idée ? »

Il semblait que le temps était venu de tout repenser : la nature même des marchés, l'argent, la dette ; de se demander à quoi sert réellement une « économie ». Cela a duré peut-être deux semaines. Puis, manifestant l'un des plus énormes manque de courage de l'histoire, on s'est bouché les oreilles et on a tenté de ramener les choses au plus près possible de leur état antérieur.

Ce n'est peut-être pas surprenant. Il devient de plus en plus évident que la véritable priorité de ceux qui ont gouverné le monde durant ces dernières décennies n'a pas été la création d'une forme viable de capitalisme, mais plutôt de nous convaincre que la forme actuelle du capitalisme est le seul système économique envisageable, que ses défauts sont sans importance. Et nous voilà tous stupéfait lorsque l'ensemble du système tombe en morceaux.

Aujourd'hui, nous savons que la crise économique des années 1970 n'a jamais entièrement disparu. Elle a été escamotée par le crédit bon marché et un pillage massif à l'étranger - ce dernier, au nom de la « crise dette du tiers monde ». Mais les pays du Sud ont riposté. Le « mouvement altermondialiste », a finalement été couronné de succès : le FMI a été chassé de l'Asie et de Amérique latine, tout comme il est désormais chassé du Moyen-Orient. A la suite de quoi, la crise de la dette est revenue à domicile, en Europe et

en Amérique du Nord, porteuse de méthodes identiques : déclarer l'état la crise financière, nommer des technocrates prétendument neutres pour la gérer, et se livrer ensuite à une orgie de pillage au nom de « l'austérité ».

La forme de résistance qui a émergé ressemble étonnamment à l'ancien mouvement altermondialiste : on observe un rejet de la politique des partis traditionnels, la même aspiration à une diversité radicale, la même importance accordée à l'invention de nouvelles formes de démocratie venue d'en bas. Le principal changement, c'est la cible : alors qu'en 2000, ce mouvement visait la puissance sans précédent des nouvelles bureaucraties planétaires (OMC, FMI, Banque mondiale, l'ALENA), des institutions sans mandat démocratique qui n'existent que pour servir les intérêts du capital transnational, c'est aujourd'hui l'ensemble de la classe politique de pays comme la Grèce, l'Espagne et, désormais, les Etats-Unis - qui sont contestées exactement pour les mêmes raisons. C'est pourquoi les manifestants hésitent souvent à formuler des revendications, car cela pourrait impliquer la reconnaissance de la légitimité des politiques auxquels ils s'opposent.

Lorsque cette histoire sera finalement écrite, il est probable que cette vague de protestations - à commencer par le printemps arabe - sera vue comme la première salve des soubresauts de la dissolution de l'empire américain. Après trente années de propagande implacable, au détriment de la substance, et d'élimination de tout ce qui pourrait ressembler à une base politique pour l'opposition, on pourrait juger les perspectives pour ces jeunes manifestants plutôt sombres. Il est d'autre part assuré que les riches sont déterminés à se saisir d'une part aussi grande que possible de ce qui reste du butin et de jeter aux chiens toute une génération de jeunes gens afin d'y parvenir. Mais l'histoire n'est pas de leur côté.

Nous serions avisés de nous souvenir de l'effondrement des empires coloniaux européens. Cet événement n'a absolument pas conduit à ce que les riches réussissent à s'attribuer la part du lion, mais au contraire à la création de l'État-providence moderne. Nous ne pouvons présager de ce qui va sortir du cycle actuel. Mais si les occupants de Wall Street réussissent finalement à briser cet étau vieux de 30 ans qui enserme l'imagination humaine, comme ce fût le cas dans les premières semaines après Septembre 2008, tout sera de nouveau sur la table - et les protestataires de Wall Street et des grandes villes américains nous auront fait le plus grand cadeau que quiconque puisse offrir ».

[David Graeber](#) est anthropologue. Il enseigne aujourd'hui au [Goldsmiths College](#), à l'université de Londres, après avoir été professeur associé d'anthropologie à l'université de Yale.

Publication originale [Guardian](#), traduction Contre Info - Contre Info - Un Autre Regard sur l'Actualité. Source http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3122

Occuper Wall Street – Article 'Le Monde Diplomatique' – Jeudi 13 octobre 2011

« Ils n'étaient que quelques-uns. Ils furent foule soudain Ceci est de tous les temps. »

Alors que des dizaines de milliers d'Américains manifestent leur exaspération et leur colère, nul ne sait encore si « Occuper Wall Street » constitue un moment de la politique américaine ou la promesse d'un mouvement qui la transformera.

Le rapprochement avec le Tea Party n'est pas absurde, même si les deux démarches semblent s'opposer : « Occuper Wall Street » met en cause la domination du capital et l'impuissance de l'Etat ; le [Tea Party](#) impute la crise économique à l'Etat et aux impôts. Ces deux mouvements antagonistes ont néanmoins en commun une profonde défiance à l'encontre du système politique, de l'*establishment*. La présidence de M. George W. Bush avait dégoûté une partie de la droite américaine du Parti républicain, jugé trop interventionniste, y compris en matière économique et sociale, et donc trop dépensier, trop étatiste.

Là, avec « Occuper Wall Street », l'amertume et la colère suscitées par les tergiversations de M. Barack [Obama](#), son centrisme, ses complaisances envers la finance, ont convaincu nombre de ses anciens électeurs que le système politique était non récupérable car contrôlé, quel que soit le parti au pouvoir, par le 1 % d'Américains les plus riches.

A l'évidence, ce dernier mouvement tire son inspiration des révoltes arabes, des [manifestations espagnoles](#) de la Puerta del Sol, des mouvements [étudiants chiliens](#), des [rassemblements israéliens](#) contre la vie chère. Dans chacun de ces cas, les protestataires désespèrent de leur système politique, que celui-ci soit dictatorial, autoritaire ou d'apparence démocratique mais soumis au poids de l'argent. Ils n'acceptent pas que la crise économique et sociale épargne de manière ostentatoire les banques et les catégories sociales les plus privilégiées, jugées solidairement responsables de son déclenchement et de son aggravation.

Aux Etats-Unis, [Wall Street](#) sert de symbole d'autant plus tentant qu'il finance « généreusement » les deux principaux partis politiques et qu'il alimente les strates les plus élevées du pouvoir d'Etat. Au demeurant, le cœur de la spéculation américaine bat à New York, ville dont le maire multimilliardaire, M. Michael [Bloomberg](#), a fait fortune grâce à une chaîne d'information financière.

Et puis, à un moment où le chômage atteint un niveau record depuis vingt ans, comment les manifestants new-yorkais n'auraient-ils pas à l'esprit que les multinationales américaines poursuivent une politique délibérée de [délocalisations](#) dans les pays à bas salaires ? Ainsi, selon les statistiques du ministère du commerce américain, alors que ces multinationales auraient créé 4,4 millions d'emplois aux Etats-Unis et 2,7 millions à l'étranger pendant les années 1990, les chiffres de la première décennie de ce siècle indiquent qu'elles ont *supprimé* 2,9 millions d'emplois aux Etats-Unis, tout en en créant 2,4 millions à l'étranger ([1](#)).

M. Obama affecte de comprendre le mouvement de protestation, qui, selon lui, exprimerait un sentiment de « *frustration* » par rapport à un [système politique](#) favorisant les tentatives d'obstruction sitôt que des intérêts puissants sont en cause. Mais, de ce système, les manifestants d'« Occuper Wall Street » jugent le président des Etats-Unis et son parti désormais complices ou coupables : « *Nous avons élu Obama*, expliquait l'un d'entre eux. *Nous avons un Congrès démocrate* [entre janvier 2009 et janvier 2011] *et cela n'a pas marché. Il ne s'agit donc plus de soutenir un candidat. C'est la manière dont ce pays fonctionne qui est en cause.* »

Il y a quelques mois déjà, les mesures d'austérité draconiennes prises dans nombre d'Etats américains avaient suscité un sursaut du [mouvement social](#), notamment au Wisconsin. Il n'est nullement certain que ces colères populaires vont converger et former un mouvement susceptible de transformer la politique américaine. Toutefois, le scénario prévisible d'une année électorale a déjà été bousculé dans le bon sens.

(1) Cité par Gerald Seib, « [Business Risks Becoming Target of Jobs Anger](#) », *The Wall Street Journal Europe*, 11 octobre 2011.

Source <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-10-13-Occuper-Wall-Street>

Le fantastique succès d' « Occuper Wall Street ». Par [Immanuel Wallerstein](#)
| 17 octobre 2011. Document 'Mémoire des Luttes'

Le mouvement « Occuper Wall Street » – car c'est aujourd'hui devenu un mouvement – est le plus important événement politique intervenu aux Etats-Unis depuis les soulèvements de 1968 dont il est un prolongement, sinon le descendant direct.

Pourquoi ce mouvement a-t-il démarré aux Etats-Unis à ce moment-là, et pas trois jours, trois mois ou trois ans plus tôt ou plus tard ? Nous ne le saurons sans doute vraiment jamais. Les conditions étaient réunies : des difficultés économiques de plus en plus douloureuses non seulement pour les personnes extrêmement pauvres, mais aussi pour des segments de plus en plus importants des travailleurs pauvres (également connus sous le nom de « classe moyenne ») ; une extraordinaire indécence (exploitation, cupidité) du 1% des plus riches de la population américaine (« Wall Street ») ; l'exemple donné par les poussées de colère à travers le monde (le « printemps arabe », les « *Indignados* » espagnols, les étudiants chiliens, les syndicats du Wisconsin... la liste est longue). Au fond, ce n'est finalement pas si important de savoir quelle est l'étincelle qui a mis le feu : le fait est que le feu a pris .

Etape n°1, les premiers jours : le mouvement a consisté en une poignée d'audacieux, des jeunes gens principalement, qui cherchaient à manifester. La presse les a ignorés superbement. Puis, quelques policiers imbéciles ont eu la faiblesse de penser qu'un peu de brutalité mettrait fin aux manifestations : la vidéo de leurs violences est devenue un succès immédiat sur YouTube.

Ce qui nous amène à l'Etape n°2 : la publicité. La presse ne pouvait désormais ignorer plus longtemps et aussi complètement les manifestants. Elle a alors versé dans la condescendance : qu'est-ce que ces jeunes décérébrés (et quelques femmes plus âgées) pouvaient-ils bien connaître à l'économie ? Avaient-ils un programme à proposer ? Etaient-ils « disciplinés » ? Les manifestations, nous disait-on, allaient bientôt s'essouffler. Ce à quoi la presse et les puissances établies ne s'attendaient pas (elles semblent ne jamais rien apprendre), c'est que la thématique des protestations aurait un aussi large écho, et que la dynamique prendrait aussi rapidement. Ville après ville, des « occupations » du même type ont démarré. Des chômeurs de plus de cinquante ans ont commencé à rallier le mouvement. Des célébrités également. Et des syndicats, y compris rien de moins que le président de l'AFL-CIO. La presse internationale s'est mise à suivre les événements. A la question : « que voulez-vous ? », les manifestants répondaient : « la justice ». C'est une réponse qui, semble-t-il, a commencé à avoir du sens pour de plus en plus de gens.

Ce qui nous conduit à l'Etape n°3 : la légitimité. Des universitaires de réputation ont commencé à laisser entendre que l'attaque contre « Wall Street » avait quelques justifications. Soudainement, la principale voix de la respectabilité centriste, *The New York Times*, a publié un éditorial le 8 octobre affirmant que les manifestants avaient en effet « *un message clair et des propositions politiques précises* » et que le mouvement était « *plus qu'un soulèvement juvénile* ».

Et le quotidien de poursuivre : « *Des inégalités extrêmes sont le symbole d'une économie dysfonctionnelle dominée par un secteur financier motivé autant par la spéculation, la prédation et les financements publics que par les investissements productifs* ». Venant du *New York Times*, ce sont des mots forts.

Enfin, le Comité de campagne démocrate pour le Congrès a mis en circulation une pétition demandant aux militants démocrates de déclarer : « *Je suis avec les manifestants d' « Occuper Wall Street* ». ».

Le mouvement est devenu respectable. Et avec la respectabilité naît le danger : c'est l'Étape n° 4. Un grand mouvement de protestation, quand il prend, fait généralement face à deux grandes menaces. La première, c'est l'organisation d'importantes contre-manifestations de rue par la droite. Eric Cantor, le très droitier (et astucieux) dirigeant républicain du Congrès, a déjà lancé un tel appel. Ces contre-manifestations peuvent devenir très féroces. Le mouvement « Occuper Wall Street » doit se préparer à une telle éventualité et réfléchir à la façon dont il compte les gérer ou les contenir.

Mais la seconde et plus grande menace vient du succès même de ce mouvement. A mesure qu'il s'attire des soutiens, il augmente la diversité des opinions dans ses rangs. Le problème est ici, comme toujours, de savoir comment éviter le Scylla d'un purisme voué à l'échec du fait d'une base de soutien trop étroite, et d'éviter le risque symétrique du Charybde qui est de perdre la cohérence politique du fait d'une base trop large. Il n'y a pas de solution simple pour éviter de tomber dans l'un ou l'autre de ces extrêmes. Il s'agit de quelque chose de difficile à gérer.

Quant à l'avenir, il se pourrait que le mouvement continue de monter en puissance. Il pourrait bien se montrer capable de réaliser deux choses : obliger le gouvernement à une révision de court terme sur ce qu'il pense faire pour réduire les souffrances que ressent douloureusement la population ; et provoquer une transformation de long terme dans la façon dont de vastes segments de la population américaine envisagent la crise structurelle du capitalisme et les transformations géopolitiques majeures en train de se produire du fait du caractère multipolaire du monde dans lequel nous vivons désormais.

Et même si le mouvement « Occuper Wall Street » devait commencer à s'essouffler, par fatigue ou à cause de la répression, il a d'ores et déjà réussi. Il laissera un héritage durable, tout comme le firent les soulèvements de 1968. Les Etats-Unis auront changé, et ce, dans un sens positif. Comme le dit le dicton, « Rome ne s'est pas faite en un jour ». Construire un système-monde nouveau et meilleur, des Etats-Unis nouveaux et meilleurs est une tâche qui exige des efforts, encore et toujours, génération après génération. Mais un autre monde est en effet possible (bien que pas inéluctable). Et nous pouvons faire la différence. « Occuper Wall Street » est en train de faire la différence, une grosse différence.

Mots-clés : [Indignés](#)

Source <http://www.medelu.org/Le-fantastique-succes-d-Occuper>

Galerie à la une : Occuper Wall Street et s'indigner.

[Mise à jour : 10.11.2011](#). Courrier International. Cartoons : l'actualité vue par des dessinateurs.

Lancé le 17 septembre, le mouvement des indignés de Wall Street ne faiblit pas. A l'instar de certains commentateurs, qui regardent avec condescendance ce rassemblement d'"enfants gâtés", certains dessinateurs font preuve de la même incompréhension. ([lire aussi notre dossier spécial](#))

Source <http://cartoons.courrierinternational.com/galerie/2011/10/13/occuper-wall-street-et-s-indigner>

Paul Krugman – Extrait d'un article Wikipédia

Paul Robin Krugman, né le [28 février 1953](#) à [Long Island](#) dans l'[État de New York](#), est un [économiste américain](#) qui a obtenu le « [prix Nobel d'économie](#) » [2008](#) pour avoir montré « les effets des économies d'échelle sur les modèles du commerce international et la localisation de l'activité économique ». Il tient une tribune depuis 2000 dans le [New York Times](#) ce qui lui a permis de devenir un « faiseur d'opinion »¹.

Sommaire

[1 Biographie](#)

[2 Contributions à la science économique](#)

[2.1 Théorie du commerce international](#)

[2.2 Nouvelle économie géographique](#)

[2.3 Macroéconomie internationale](#)

[2.4 Inégalités des revenus](#)

[3 Publications](#)

[3.1 Livres édités en anglais](#)

[3.2 Livres édités en français](#)

[3.3 Articles dans des revues académiques](#)^[31]

[4 Notes et références](#)

[5 Liens externes](#)

Biographie [[modifier](#)]

Fils de David et Anita Krugman et petit-fils d'un immigré juif de [Brest \(Biélorussie\)](#)², il a d'abord suivi des études d'histoire à l'[Université Yale](#) où il a obtenu un BA en 1974, puis au [Massachusetts Institute of Technology](#) (MIT), où il a obtenu son doctorat d'économie (PhD) en 1977 sous la direction de [Jagdish Bhagwati](#)³. Après avoir enseigné au MIT (1984-1994), à Stanford University (1994-1996), à Yale et à la [London School of Economics](#), il est aujourd'hui professeur d'économie et de [relations internationales](#) à l'[université de Princeton](#). Krugman est connu pour ses critiques contre la politique générale et économique de l'[administration de George W Bush](#), plus largement le parti républicain^{4,5} ce qui n'est pas incompatible avec sa participation au groupe des trente⁶.

[Néo-keynésien](#), il est un des principaux auteurs de la [nouvelle théorie du commerce international](#)⁷, qui repose sur le commerce intra-firme et intra-industrie, les effets de réseau, et les situations de concurrence imparfaite. En [1991](#), il reçoit la [médaille John Bates Clark](#) de l'*American Economic Association* (attribuée tous les deux ans à un économiste de moins de quarante ans ayant apporté une contribution substantielle aux sciences économiques) et en 2008, le [« prix Nobel » d'économie](#) pour ses travaux sur le commerce international en concurrence imparfaite et en économie géographique. Il est co-auteur avec [Maurice Obstfeld](#) de *International Economics: Theory and Policy*, le livre de cours le plus utilisé dans ce domaine aux États-Unis, ainsi que d'une vingtaine d'autres ouvrages.

Krugman s'est fait connaître du grand public par ses ouvrages de vulgarisation publiés depuis la fin des [années 1980](#), où il s'attaque entre autres aux contre-sens économiques colportés par les [think tanks](#), et grâce à son anticipation de la crise asiatique de 1997⁸, celle des [sub-primes](#) ne lui échappa pas non plus⁹. Il est devenu réellement célèbre depuis son entrée au *New York Times*, dans lequel il écrit un éditorial deux fois par semaine ; il s'y est illustré comme l'un des critiques les plus virulents de [George W. Bush](#) et de la « grande divergence »¹⁰, l'accroissement des inégalités des revenus et des fortunes. Il est marié à l'économiste [Robin Wells Krugman](#)...

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Krugman

Taxe Tobin - Introduction d'un article de Wikipédia

La **taxe Tobin**, suggérée en [1972](#) par le lauréat du [« prix Nobel d'économie » James Tobin](#), consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de ne plus inciter à la [spéculation](#) à court terme. Le taux choisi serait faible, de 0,05 % à 1 %.

L'idée du professeur Tobin a connu un certain engouement depuis la crise mexicaine de 1992-1994. Le projet a été évoqué au sein de l'[ONU](#) et du [G7](#) d'[Halifax](#) en [1995](#). [Robert Mundell](#) a argumenté que cela constituerait une incitation puissante à la mise en place de monnaies communes comme l'[euro](#).

Depuis sa fondation en [1998](#), l'association [ATTAC](#) défend, entre autres, l'idée de l'instauration de cette taxe et participe au mouvement [altermondialiste](#). Elle s'est depuis implantée dans beaucoup de pays, et propose des analyses étudiant la possibilité pratique de la mise en place de la taxe.

[James Tobin](#) quant à lui s'est distancié de l'utilisation faite de son idée. Il déclarait ainsi en 2001 : « J'apprécie l'intérêt qu'on porte à mon idée, mais beaucoup de ces éloges ne viennent pas d'où il faut. Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le [libre-échange](#). De plus, je soutiens le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements s'en prennent. On détourne mon nom. »¹. Une telle taxe aurait selon lui, dans le même entretien, un intérêt pour limiter les mouvements de court terme sur les monnaies mais ne doit pas être interprété dans une logique altermondialiste.

D'autres économistes, comme [Joseph E. Stiglitz](#)² ou [Lawrence Summers](#)³ soutiennent le principe d'une telle taxe. Elle est cependant critiquée par la large majorité des économistes financiers à l'instar de [Dominique Strauss-Kahn](#), ancien président du [FMI](#), qui

a déclaré que « les transactions financières étant très difficiles à mesurer, une telle taxe serait très facile à contourner »⁴.

Sommaire

- [1 Son origine](#)
- [2 Principes](#)
 - o [2.1 Limite empirique au taux de taxation](#)
- [3 Pays favorables](#)
- [4 Position de l'Union européenne](#)
- [5 Considérations](#)
- [6 Critiques](#)
 - o [6.1 Résultats empiriques sur l'efficacité de la taxe Tobin](#)
- [7 Notes et références](#)
- [8 Liens externes](#)
- [9 Bibliographie](#)
- [10 Voir aussi](#)

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Taxe_Tobin

Taxe Tobin - Attac se mobilise ! Voir la campagne : des taxes pour désarmer les marchés financiers - Site ATTAC France

La **taxe Tobin** représente avant tout un moyen d'affronter des intérêts économiques et financiers qui sont hostiles à toute politique de contrôle des mouvements de capitaux. Ces intérêts, favorisés depuis vingt ans par des politiques néolibérales, ont été privilégiés aux détriments des revenus du travail. Contrairement aux remèdes appliqués d'ordinaire lorsque éclatent les crises financières, la taxe Tobin aurait un rôle préventif. Par ailleurs, la mise en place de la taxe Tobin impliquerait une nouvelle forme de relation entre Etats. La taxe Tobin n'est pas la panacée, mais un moyen de réduire l'instabilité financière mondiale, présentée par beaucoup d'experts comme la rançon inévitable des bienfaits apportés par la libre circulation des capitaux. Un groupe de travail existe sur cette question taxetobin@attac.org

Sous-rubriques:

 [ABC de la Taxe Tobin](#)

 [France - 2001 -](#)

-  [Actualités sur la Taxe Tobin](#)
-  [Canada - Vote de la résolution Tobin](#)
-  [Faisabilité de la Taxe Tobin](#)
-  [Financement du développement](#)
-  [France - 2000 - Amendement](#)
-  [Amendement](#)
-  [France - 2002 - Vote de l'amendement](#)
-  [France - Colloque sur la régulation du système financier international](#)
-  [Régulation des marchés financiers](#)
-  [Taxe Tobin, spéculation et pauvreté.](#)
-  [Vers un traité international](#)

NB. De nombreux articles ont été publiés sur la **Taxe Tobin** sous l'égide d'ATTAC depuis 1998 ! Un approche historique complète est également accessible sur le site suivant ; <http://www.france.attac.org/archives/spip.php?rubrique88>

Titrisation – Introduction à un article Wikipédia

La **titrisation** (*securitization* en [anglais](#)) est une [technique financière](#) qui consiste classiquement à transférer à des [investisseurs](#) des [actifs](#) financiers tels que des [créances](#) (par exemple des [factures](#) émises non soldées, ou des [prêts](#) en cours), en transformant ces créances, par le passage à travers une société *ad hoc*, en [titres financiers](#) émis sur le [marché des capitaux](#).

Une telle titrisation s'opère en regroupant un portefeuille (c'est-à-dire un lot) de créances de nature similaire (prêts immobiliers, prêts à la consommation, factures mono-thématique, ...) que l'on cède alors à une structure *ad hoc* (société, fonds ou *trust*) qui en finance le prix d'achat en plaçant des titres auprès d'investisseurs. Les titres ([obligations](#), [billets de trésorerie](#), ...) représentent chacun une fraction du portefeuille de créances titrisées et donnent le droit aux investisseurs de recevoir les paiements des créances (par exemple quand les factures sont payées, ou quand les prêts immobiliers versent des mensualités) sous forme d'intérêts et de remboursement de principal.

La titrisation peut également viser à ne transférer aux investisseurs que le risque financier lié aux actifs concernés, auquel cas les actifs ne sont pas vendus, mais le risque ou partie du risque transféré grâce à une [titrisation synthétique](#).

Née aux [États-Unis](#) dans les [années 1960](#), la titrisation a connu une expansion importante également en [Europe](#) à partir de [2000](#), tandis que les produits et les structures devenaient de plus en plus complexes.

En [France](#), la titrisation a été introduite par la loi du 23 décembre 1988. Sous l'impulsion de Pierre Bérégovoy, l'idée était de faciliter le développement du crédit immobilier en permettant aux banques de sortir les créances de leurs bilans et d'améliorer leur ratio « Cooke ».

La [crise des subprimes](#) survenue en [2007](#) a provoqué un ralentissement du marché, tandis que les autorités de marché considèrent la question de savoir si la titrisation devrait être mieux encadrée.

Sommaire

[1 Présentation détaillée](#)

[2 Vocabulaire d'une opération de titrisation](#)

[3 Une illustration](#)

[4 Avantages](#)

[4.1 Accès à une nouvelle source de financement](#)

[4.2 Transfert de risques](#)

[4.3 Gestion de bilan](#)

[4.4 Discrétion et maintien de la relation avec le client](#)

[4.5 Extraction de valeur](#)

[5 Structuration juridique des opérations](#)

[6 Structuration financière des opérations](#)

[6.1 Notation des produits](#)

[6.2 Illustration](#)

[7 Spécificités de l'investissement](#)

[7.1 Amortissement du portefeuille](#)

[7.2 Seniorité](#)

[7.3 Remboursement anticipé](#)

[7.4 Taux](#)

[7.5 Exemple](#)

[7.6 Classes d'actifs utilisables](#)

[8 Principaux types d'opérations](#)

[8.1 Opérations synthétiques](#)

[9 Régime juridique](#)

[10 Covered bonds](#)

[11 La titrisation comme instrument stratégique](#)

[12 Historique](#)

[12.1 Risques liés à la titrisation : l'exemple des subprimes en 2007](#)

[12.2 Quel avenir pour la titrisation des risques de crédit ? CDO : passé, présent et... futur](#)

[13 Notes et références](#)

Source de l'article complet <http://fr.wikipedia.org/wiki/Titrisation>

Traité de l'Union Européenne du 9 décembre 2011 – 3 articles sélectionnés

1. *Le Royaume-Uni à l'écart de l'accord européen de Bruxelles*

Créé le 09-12-2011 à 08h00 - Mis à jour à 14h46



Par Challenges.fr

Un pacte budgétaire sera signé entre les 17 pays membres de la zone euro. Les non-membres devraient tous le signer, sauf Londres.

Face à l'opposition du Royaume-Uni, le sommet européen de crise a échoué vendredi 9 décembre à accoucher d'une révision du traité de l'UE à 27 pays pour renforcer la discipline budgétaire de la zone euro, qui du coup ira seule de l'avant pour adopter de nouvelles règles dans un "pacte" qui sera comme un nouveau "mini-traité".

Les 17 membres de la zone euro devraient être rejoints dans cette démarche par les pays non-membres, à l'exception du Royaume-Uni. "Les chefs d'Etat et de gouvernement de Bulgarie, du Danemark, de Hongrie, de la République tchèque, de Lettonie, de Lituanie, de Pologne, de Roumanie et de Suède ont évoqué la possibilité de rejoindre ce processus après consultation de leur Parlement le cas échéant", affirme le communiqué final du sommet.

Un accord intergouvernemental doit être signé d'ici mars.

"Nous aurions préféré un accord à 27 (l'ensemble des pays de l'Union européenne, ndlr), cela n'a pas été possible compte tenu de la position de nos amis britanniques" qui ont posé des demandes "inacceptables" par "tous" les autres pays, a regretté le président français Nicolas Sarkozy. Soucieux de composer avec la frange eurosceptique de son parti, le Premier ministre britannique David Cameron (conservateur) a menacé d'opposer son veto. Il a réclamé que la City de Londres puisse être soustraite si nécessaire à la surveillance européenne du secteur financier. La chancelière allemande Angela Merkel a salué un "bon résultat" qui doit permettre à l'euro de regagner sa "crédibilité".

Des sanctions automatiques, comme prévu...à suivre ...

© Le Nouvel Observateur - Tous droits réservés. nouvelobs.com est une marque exclusive du Nouvel Observateur. Source

<http://www.challenges.fr/economie/20111209.CHA8099/l-union-europeenne-accouche-d-un-accord-a-23.html>

2. *Le traité sur "l'union budgétaire", un "serment du jeu de Paume" de la rigueur* - 13 décembre 2011

Le futur traité sur « l'union budgétaire » de la zone euro ne crée pas un ordre juridique distinct et ne prévoit aucun nouveau partage de souveraineté, contrairement à ce que certains, dont les Britanniques, prétendent : il s'apparente davantage à une sorte de « serment du jeu de Paume », les États s'engageant solennellement à respecter la

discipline économique et budgétaire telle qu'elle ressort du Pacte de stabilité et de croissance, dont la réforme votée le mois dernier est entrée en vigueur aujourd'hui, et à pousser les feux de l'intégration économique.

Rien ne se fera en dehors des institutions communautaires actuelles (Commission, Parlement européen, Conseil des ministres). Les conclusions du Conseil européen énumèrent seulement ce qui devra être fait. Ainsi, les Vingt-six demandent à la Commission de proposer un nouveau règlement réformant le Pacte de stabilité afin de rendre davantage automatiques les sanctions financières (seule une majorité qualifiée d'États pourra bloquer la procédure menant à des sanctions financières). De même, l'introduction d'une « règle d'or » visant à imposer l'équilibre budgétaire à moyen terme (entendu comme tolérant un déficit structurel de 0,5 % du PIB) fera l'objet d'une proposition de directive de la Commission qui sera adoptée par le Parlement européen et le Conseil des ministres (qui décidera à la majorité qualifiée). Ensuite, comme pour tous les textes européens, la Commission veillera à son introduction correcte dans les Constitutions nationales des États de la zone euro et pourra éventuellement saisir la Cour de justice européenne en manquement. Ou encore, l'examen préalable des « programmes de réforme économique importants susceptibles d'avoir des effets sur les partenaires » ou des « plans nationaux d'émission de dette » se fera selon les procédures spécifiques en vigueur au sein de la zone euro (analyse de la Commission, décision de l'Eurogroupe, l'enceinte qui regroupe les ministres des Finances). Enfin, l'introduction de « coopérations renforcées » (fiscalité, marché du travail, etc.) se fera selon les règles des traités européens.

En clair, il n'était nullement besoin de passer par une modification des traités européens ou par la conclusion d'un traité ad hoc : la législation secondaire permet d'arriver au même résultat. Mais Berlin voulait graver dans le marbre d'un texte international la volonté politique de respecter la discipline budgétaire afin d'éviter la répétition du scénario de 2005 lorsqu'une majorité d'États avaient assoupli le Pacte de stabilité avec le résultat que l'on voit. Cette fois, les États s'étant engagés à ne pas le faire, une telle modification allégeant les contraintes ne sera possible qu'à l'unanimité. Reste à savoir ce qui se passera si malgré tout les États ne respectent pas leur parole : la sanction de la violation d'un tel traité relèvera, c'est certain, des juridictions nationales. Mais rien ne s'oppose à ce que ce rôle soit aussi confié à la Cour de justice européenne comme cela a été le cas pour le traité de Schengen sur la libre circulation des personnes.

En outre, ce traité peut permettre de faire sauter un tabou européen, celui de l'unanimité. En effet, rien n'empêche les États de prévoir qu'il entrera en vigueur si un certain nombre d'États le ratifie, comme cela se fait très fréquemment en droit international. La brèche une fois ouverte, on peut imaginer qu'un jour il en ira de même pour les traités européens : si un État ne veut pas s'y soumettre, il pourra quitter l'Union européenne. Déjà, les conclusions du sommet prévoient que le traité créant le Mécanisme européen de stabilité (MES) entrera en vigueur lorsque les « États membres représentant 90 % des engagements en capital l'auront ratifié », un changement majeur avec les pratiques européennes.

Reste un problème majeur : avec la procédure hors traités européens imposée par la Grande-Bretagne, une « convention européenne » réunissant des représentants des parlements européen et nationaux et des États membres ne pourra être réunie. Les États pourront négocier tranquillement entre eux et ne saisir leur parlement qu'au moment de

la ratification. Un groupe « euro plus » composé de diplomates nationaux a déjà été créé afin de préparer un projet de traité pour la fin de l'année. Mais cet engagement vers la rigueur budgétaire peut-il voir le jour sans la participation active de la représentation démocratique que sont les Parlements ? J'ai posé la question à la délégation française lors du sommet des 8 et 9 décembre : un tantinet gênée, elle a admis du bout des lèvres qu'une procédure de consultation préalable des Parlements pourrait être envisagée. Aux représentations nationales et européenne de l'exiger.

Rédigé le 13 décembre 2011 à 01:00 dans [Avenir de l'Europe](#), [Conseil européen](#), [Crise financière](#) [Lien permanent](#)

Source <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2011/12/le-trait%C3%A9-sur-lunion-budg%C3%A9taire-un-serment-du-jeu-de-paume-de-la-rigueur.html>

3. La crise de dettes pousse l'Europe au carrefour

2011-12-27 21:50:15 cri – Document 'Radio Chine Internationale'

Depuis que la Grèce a été obligée d'accepter des secours à cause de son problème de dettes en mai de l'année dernière, la crise de dettes européenne dure déjà près de deux ans et elle s'étend sans cesse et se détériore. Le processus de l'intégration européenne fait face à son plus dur défi dans son histoire. Le 9 décembre 2011, le sommet d'hiver de l'Union européenne s'est tenu comme prévu, donnant une faible lueur aux pays européens plongés dans la crise de dettes. Cependant, il n'est pas certain que l'Europe qui se tient actuellement au carrefour pourrait reprendre sans encombre.

« Depuis un peu plus d'un an, l'Union européenne s'est pressée de faire face au problème de dettes souveraines. La crise de la dette déclenché l'année dernière en Grèce, puis en Irlande, s'étend actuellement dans d'autres pays. »

Tout comme l'indique Jean Pisani-Ferry, responsable de *think tank* européen « Bruegel », quand les dirigeants européens hésitaient à décider de porter des secours à la Grèce il y a un an et demie, ils n'ont certainement pas pensé que la crise de la dette aurait été tellement détériorée. Parmi les 17 pays membres de la zone euro, la Grèce, l'Irlande et le Portugal ont accepté officiellement des aides ; pour secourir l'Italie et l'Espagne, la Banque centrale européenne a acheté leurs emprunts nationaux en vue de contrôler le prix de revient des obligations de ces deux pays ; 15 pays sont menacés par des agences de notation d'abaisser la note attribuée à leurs dettes publiques.

Des économistes et des hommes d'Etat ont clairement indiqué que l'Europe a une monnaie unifiée, mais elle ne possède pas de politique financière unifiée, c'est la cause de la crise de la dette européenne. La situation financière de certains pays devient de plus en plus mauvaise du fait de l'impuissance du contrôle.

Pour faire face à la crise de la dette, beaucoup de pays ont été obligés de prendre de différentes sortes de mesures d'austérité, qui reviennent à les plonger dans une situation difficile : d'une part, il faut assainir les finances, d'autre part, il faut réaliser la croissance économique et promouvoir l'emploi. La zone euro compte 332 millions d'hommes. Ces derniers s'inquiètent de l'influence de la crise de la dette sur leur niveau de vie, par exemple la réduction de l'assurance-vieillesse et l'augmentation du taux de chômage. Ils sont de plus en plus insatisfaits de l'état social, et des manifestations de protestation deferlent. Des élites politiques européens craignent qu'une fois que la zone euro se

désintègre, l'union européenne ne se disloquera. Le processus de l'intégration sur lequel l'Europe a travaillé pendant plusieurs décennies s'arrêtera. Le rêve des politiciens européens de construire depuis quelques décennies la « Fédération européenne » sera brisé.

Lors du sommet d'hiver de l'Union européenne tenue au début du décembre, les différents pays membres ont abouti à un accord au sujet de la lutte contre la crise des dettes. Pour le court terme, on va émettre des obligations conjointes, pour le long et moyen terme, on signera le « traité financier » pour unifier la politique des finances et renforcer le contrôle au niveau de l'union européenne en vue d'établir une union financière réelle. Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a déclaré après le sommet que l'Union européenne est en train de marcher sur la voie de reconstruire la confiance de la zone euro.

Les dirigeants européens envisagent de signer au mois de mars prochain le « traité financier » en espérant renforcer, par cette nouvelle, la confiance du marché. Mais, comme les différents pays membres ont leurs propres intérêts et demandes respectifs, il est difficile de les coordonner et unifier. Si le « traité financier » ne pouvait pas être signé au mois de mars de l'an prochain, la zone euro risquerait d'être divisée. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le Premier ministre britannique David Cameron ont estimé que cela serait un choc énorme pour l'économie européenne et même pour l'économie mondiale.

© Radio Chine Internationale. Tous droits réservés.
16A, rue Shijingshan, district Shijingshan, Beijing, Chine

Source <http://french.cri.cn/720/2011/12/27/50s265722.htm>

Transition – Note du traducteur : ce mot se rapporte à beaucoup de domaines [<http://fr.wikipedia.org/wiki/Transition>]. Nous avons choisi certaines de ces acceptions qui peuvent être en rapport avec les sens donnés dans cet article.

Transition démocratique – Article Wikipédia



Cet article est une **ébauche** concernant la **politique**. Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

La **transition démocratique** est un processus politique caractérisé par passage progressif d'un régime de [dictature](#) à une [démocratie](#). La transition peut avoir lieu dans des conditions très différentes. Elle s'étale en général sur plusieurs années et des contextes très différents - le niveau de développement tout comme l'existence antérieure d'un système démocratique sont des facteurs favorisant le succès cette transition. Ainsi, lorsqu'il s'agit de [juntas](#) militaires, celles-ci négocient souvent leur immunité avant de quitter le pouvoir (cf. le [Chili sous Pinochet](#) ou la [dictature argentine](#).) Aussi, la transition en question peut parfois prendre de nombreuses années. En Espagne, au moment du vote sur la [loi sur la mémoire historique](#) en 2006, il y a encore des rues portant le nom de [Franco](#). En Europe, outre la "[Transition démocratique espagnole](#)" (1975-82) ou la [révolution des œillets](#) au [Portugal](#) (1974), on peut citer la disparition des régimes socialistes du "bloc soviétique" à partir de l'année 1989. L'Allemagne qui a connu trois

transitions démocratiques au XXe siècle (1918-1933, 1945-1949, 1989-1990) est un autre cas particulier¹.

La notion de transition démocratique fait écho aux notions de [transition démographique](#), et urbaine, des processus globaux qui amènent l'humanité d'un point A vers un point B. La dimension inéluctable d'une transition est-elle adaptée au contexte politique? La notion de "diffusion démocratique", moins contraignante en termes de présupposés peut être préférée à celle de "transition".

Notes et références [\[modifier\]](#)

[↑] François Genton, « Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945 », *ILCEA*, 13 | 2010, [En ligne], mis en ligne le 30 novembre 2010. URL : <http://ilcea.revues.org/index876.html> [\[archive\]](#).

Articles connexes [\[modifier\]](#)

[Démocratisation](#)

[Négociations sur le démantèlement de l'apartheid en Afrique du sud](#)

[Transition chilienne vers la démocratie](#)

[Histoire de la Corée du Sud](#)

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Transition_d%C3%A9mocratique

Transition démographique – Introduction d'un article de Wikipédia

La **théorie de la transition démographique** part d'un constat simple à savoir que les variations spatiales de la mortalité et de la natalité sont dues à des différences d'évolution démographique selon les pays et les régions concernées. Le schéma de la transition démographique est un modèle spatio-temporel permettant de décrire le passage d'une population ayant des taux de natalité et de mortalité élevés à une population ayant des taux de [natalité](#) et de [mortalité](#) faibles. L'hypothèse de base de la théorie de la transition démographique est que toutes les populations du monde vont évoluer de la même façon, avec des décalages de calendrier dans cette évolution. Ce modèle a été bâti par les démographes d'après leurs observations et leurs analyses sur l'évolution des populations des pays européens et nord-américains afin d'expliquer le passage d'un régime de forte natalité et mortalité à un régime de faible natalité et mortalité. C'est ce qui a intéressé notamment [Adolphe Landry](#) en France et sa collègue Louise Duroy, repris par Notestein aux États-Unis au début du XX siècle. Le modèle de la **transition démographique** sert à l'[ONU](#) pour effectuer ses prévisions de population par seconde sur minutes -1.

Sommaire

[1 Les quatre temps](#)

[1.1 Régime démographique traditionnel \(pré-transition\)](#)

[1.2 Première phase de transition](#)

[1.3 Seconde phase de transition](#)

[1.4 Régime démographique moderne \(post-transition\)](#)

[2 Exemples de transitions](#)

[3 Critiques du modèle](#)

[3.1 Le modèle français](#)

[3.2 Système ouvert / fermé](#)

[3.3 Émigration et durée de la transition démographique](#)

[3.4 Natalité et mortalité](#)

[3.5 Diversité des cultures](#)

[4 Voir aussi](#)

[4.1 Liens externes](#)

[4.2 Sources](#)

[4.2.1 Notes](#)

Graphique - Les quatre temps de la transition démographique [[modifier](#)]

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Transition_d%C3%A9mographique.svg

Économie de transition – Introduction d'un article de Wikipédia



Cet article **ne cite pas suffisamment ses sources** (février 2009). Si vous disposez d'ouvrages ou d'articles de référence ou si vous connaissez des sites web de qualité traitant du thème abordé ici, merci de compléter l'article en donnant les références utiles à sa vérifiabilité et en les liant à la section « Notes et références ». ([Modifier l'article](#))

Une **économie de transition** est une économie anciennement [planifiée](#) ayant amorcé un passage vers une organisation où domine l'[économie de marché](#) dans un système [capitaliste](#), et où pour cela :

l'[État](#) a perdu une grande partie de son rôle dans la production de biens et services, ceci par des [privatisations](#) massives ;

l'[entrepreneuriat](#) privé a été mis en place et a entraîné l'émergence d'activités nouvelles dépendant du [capital](#) privé.

Notons toutefois que le terme de « transition » est aujourd'hui contesté¹, notamment à cause du caractère brutal de nombreux changements intervenus lors du passage d'un système à l'autre, ce qui est incompatible avec le caractère progressif que sous-entend le mot « transition ».

En fait, deux approches économistes s'opposaient vis-à-vis des modalités de cette transition: d'une part, les partisans d'une « [thérapie de choc](#) », qui prônaient la [libéralisation rapide des prix](#) et du commerce, des programmes de stabilisation de l'inflation et des [privatisations](#) massives; d'autre part, les [institutionnalistes](#) ou « gradualistes », prônant une transition plus progressive, qui libéraliserait l'économie et privatiserait le secteur public qu'à mesure que les institutions nécessaires au bon fonctionnement du marché se développeraient. Appuyés par les instances internationales ([FMI](#), [BERD](#), etc.), les partisans de la « thérapie de choc » ([Jeffrey Sachs](#), etc.), l'emportèrent notamment en [Russie](#), en [Ukraine](#), et en [République tchèque](#). À l'inverse, la transition fut plus progressive en [Biélorussie](#) et, en particulier, en [Slovénie](#).

Sommaire

[1 Les pays concernés](#)

[1.1 Europe de l'Est](#)

[1.2 Asie](#)

[1.3 Europe de l'Ouest](#)

[2 Les processus de la transition](#)

[3 Les conséquences de la transition](#)

[3.1 Conséquences économiques](#)

[3.2 Conséquences sociales](#)

[4 Références](#)

[5 Bibliographie](#)

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_transition

Ville en transition – Introduction d'un article de Wikipédia

Une **ville en transition** est une ville dans laquelle se déroule une initiative de transition, c'est-à-dire un processus impliquant la communauté et visant à assurer la [résilience](#) (capacité à encaisser les crises économiques et/ou écologiques) de la ville face au double défi que représentent le [pic pétrolier](#) et le [dérèglement climatique](#).

Ce processus a été développé en 2005 par les étudiants du cours de [soutenabilité](#) appliquée de l'université de [Kinsale](#) (Irlande) sous la direction de [Rob Hopkins](#), formateur et enseignant en [permaculture](#)¹. La première mise en application a été initiée en 2006

dans la ville de [Totnes](#) au Royaume Uni. Depuis, le mouvement est devenu international et compte plus de 150 initiatives officielles².

L'originalité du mouvement des initiatives de transition sur les mouvements écologistes ou sociaux existants tient en plusieurs points. Tout d'abord, la vision de l'avenir est résolument optimiste, et les crises sont vues comme des occasions de changer radicalement la société actuelle.

La deuxième originalité est que le mouvement concerne la communauté dans son ensemble car c'est cette dernière qui doit porter le changement. L'action ne doit pas exclusivement venir des gestes individuels quotidiens, ni des instances politiques *via* la législation.

C'est pourquoi le mouvement des initiatives de transition est [apolitique](#) et ne choisit pas les confrontations ([manifestations](#), ...). Ensuite, le mouvement a développé une théorie psychologique inspirée de celle des traitements des [dépendances toxicologiques](#) pour tenter de traduire le désespoir ou le déni souvent consécutifs à la découverte du pic pétrolier et de notre [dépendance au pétrole](#), en actions concrètes. Cette originalité semble à la source du succès que connaît le mouvement des **villes en transition**², mais elle suscite aussi des critiques, notamment sur le manque d'engagement politique.

Sommaire

[1 Le double défi du pic pétrolier et du dérèglement climatique](#)

[1.1 Le pic pétrolier](#)

[2 Les initiatives de transition](#)

[2.1 Les principes](#)

[2.2 Les étapes](#)

[2.3 Exemples d'actions concrètes](#)

[2.4 Influence de la permaculture](#)

[3 Le mouvement francophone](#)

[3.1 Liste des initiatives francophones](#)

[4 Mouvements similaires](#)

[4.1 Décroissance](#)

[5 Critiques](#)

[6 Notes et références](#)

[7 Voir aussi](#)

[8 Liens externes](#)

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Ville_en_transition

Transition France agir pour l'avenir

La transition est un mouvement créé en Angleterre par Rob Hopkins en 2006. Il s'agit d'inciter les citoyens d'un territoire (village, commune, ville, quartier, territoire, île, forêt...) à prendre conscience du pic pétrolier et du changement climatique, et de leurs conséquences profondes. Le concept central de mouvement de transition est la résilience, c'est la capacité à réagir aux crises et à être autonome. Source <http://www.transitionfrance.fr/>

Territoires en transition : un chemin d'auto-organisation de la société.

Par Joël Martine. Document APEAS

Photo - Totnes (Angleterre), la première ville de transition

Parti de petites villes anglaises en 2006, le mouvement des Territoires en transition est une méthode de l'action collective nouvelle et prometteuse en réponse au pic pétrolier et au dérèglement climatique.

On demande aux gens de s'interroger sur ce qu'ils peuvent faire avec les ressources existant autour d'eux sur un territoire précis, et pouvant être mises en oeuvre sans attendre des décisions des pouvoirs publics (mais en créant le rapport de force qui rendra ces décisions possibles). Par cette prise de conscience et cette prise en main collective de la vie locale, les gens sortent de l'alternance entre insouciance irresponsable et angoisse paralysante.

Il est décisif que cette démarche soit reprise par les citoyens, les collectifs militants, et les élus : c'est une approche pragmatique qui pourrait transformer les conditions mêmes de l'action politique et contribuer à débloquer l'auto-transformation de la société.

Le point de départ n'est pas un parti pris idéologique, mais la force d'une évidence : le pic pétrolier qui est maintenant sous nos yeux provoquera tôt ou tard, mais bientôt, un traumatisme dans la vie de nos sociétés ou tout est dépendant du pétrole : hausse des prix de l'essence et de l'électricité, rupture des approvisionnements alimentaires qui à l'heure actuelle passent par des trajets de longue distance, fermeture d'entreprises, paupérisation rampante ou galopante d'une grande partie de la population, spirale de récession, et développement de logiques politiques ségrégationnistes et autoritaires.

D'autre part, faire comme si on pouvait repousser le pic pétrolier en relançant, même provisoirement, l'exploitation des énergies fossiles (par exemple les forages pétroliers dans le grand nord), ne fait qu'enfoncer le monde dans une autre crise, encore plus grave, qui est le dérèglement climatique. Au contraire, une « décarbonisation » de l'économie (sobriété énergétique, relocalisation de la production, énergies renouvelables, etc.) permettrait à la fois d'amortir les dommages du pic pétrolier et de diminuer radicalement les émissions de gaz à effet de serre.

Donc des alternatives existent. Mais dans l'ensemble ni le système de production ni les consommateurs n'ont été préparés à une transition en douceur vers l'après-pétrole, car les décideurs économiques, pris dans une compétition incessante, guidés par le profit capitaliste ou par la maximisation de la puissance des Etats, misent toujours et encore sur la croissance des richesses et des moyens de pouvoir qui sont à leur disposition à

court terme et qui sont massivement pétro-dépendants. C'est pourquoi le pic pétrolier aura inéluctablement des aspects de catastrophe.

Il faut donc, et c'est là l'apport original de la démarche dite « en transition », que la société se prépare à tenir le coup face à des changements brutaux ; qu'elle acquière un pouvoir sur elle-même pour anticiper son auto-transformation, et cela est possible dès à présent par l'auto-organisation à l'échelle locale. En positif, c'est l'occasion de rompre avec la surconsommation, de (re)construire un tissu de solidarité, et de redéfinir la démocratie sur des enjeux concrets.

L'auto-organisation locale pour préparer la résilience de la société

L'expérience a commencé en 2006 dans des petites villes d'Angleterre, dont Totnes. Le point de départ est d'amener les gens à imaginer la vie dans leur cité après le pic pétrolier, quand tous les dérivés du pétrole seront à un prix prohibitif. L'idée est d'organiser dès à présent à la base la « résilience » du tissu social et économique local au traumatisme collectif que sera le pic pétrolier, en se concertant, en refusant de se laisser paralyser par la peur ou le fatalisme (il y a une dimension psychologique dans la résilience), et en se mobilisant autour d'initiatives concrètes.

Dans la vidéo *In Transition*, les citoyenNEs témoignent que cette démarche permet de se confronter aux défis écologiques en dépassant la peur et en (re)construisant les solidarités locales. Et là on se rend compte qu'on peut mobiliser des ressources à l'échelle locale : potagers partagés, réintroduction d'espaces agricoles en ville ou à proximité, et plus généralement relocalisation de l'économie. C'est exactement la démarche des AMAP.

Un aspect important est la redécouverte de qualifications qui existaient localement il y a une quarantaine d'années et qui ont été évincées par la mondialisation de la production : ateliers de réparation, rénovation des bâtiments, etc.

Plusieurs petites villes expérimentent une monnaie complémentaire locale (sorte de bons d'achats acceptés par les commerçants et producteurs locaux volontaires, et que l'on peut reconvertir en monnaie nationale) : cela incite les consommateurs à dépenser leur argent dans le tissu économique local ; c'est une forme de SEL (système d'échange local), et cela permet d'envisager à l'avenir une protection du pouvoir d'achat local en cas de grandes fluctuations de la monnaie nationale.

L'accent est mis sur les transports en commun, le co-voiturage, etc. On s'efforce toujours d'impliquer l'ensemble de la population, et c'est sur la base de cette mobilisation collective qu'au final on élabore un plan de descente énergétique : diminution des consommations d'énergie et passage aux énergies renouvelables, c'est l'esprit de ce qu'on appelle en France la démarche Négawatt, (Voir Philippe Vrain, Crise économique, mutations énergétiques et changement climatique : <http://lafederation.org/index.php?o...>) mais en partant de la base, en faisant réfléchir les gens sur ce qu'ils peuvent faire, et c'est ensuite seulement que la démarche entraîne les élus et les institutions. D'où l'importance de ne pas être dans l'éphémère, et de toujours enraciner l'action sur un territoire. C'est maintenant, dans les années qui viennent, qu'on va voir si ces expériences débouchent sur des décisions institutionnelles d'ampleur et une descente énergétique conséquente.

Philosophie de la permaculture et aspects psychologiques

Le modèle de pensée (le paradigme) qui inspire la démarche, c'est la permaculture : une vision écologique de l'agriculture où il s'agit avant tout d'entretenir la qualité des sols à travers des synergies entre les différentes espèces de plantes (le contraire de la monoculture), sur le modèle des éco-systèmes naturels. Et cette même approche systémique est appliquée à la société, en particulier au tissu économique local et aux rapports psycho-sociaux. D'où l'importance de la notion de résilience. En psychiatrie la résilience désigne la capacité de la personnalité à se reconstruire après un traumatisme. En écologie c'est la capacité des écosystèmes à se reconstituer après une importante destruction.

La démarche des **territoires en transition** est exemplaire du « **penser globalement, agir localement** ». Dans le concret, la démarche est localiste, mais elle n'est pas « nimby ». Au départ, il y a la conscience aiguë des problèmes planétaires. La réponse se veut rationnelle et optimiste : on recherche d'emblée des solutions faisables à partir de la solidarité et de la créativité personnelle et collective. La démarche a une grande force de conviction morale, c'est une option pour le bonheur à court et à long terme, par une conversion à un vivre-ensemble écologique et solidaire. Et même quand les résultats pratiques sont insuffisants et peuvent sembler naïfs (planter des noisetiers dans les parcs publics ne suffit pas à garantir l'autosuffisance alimentaire locale !) ils ont un effet symbolique et préparent la société à des changements plus importants face aux crises à venir.

Une démarche à la fois fédératrice et radicale

L'idée de transition permet de fédérer dans les pratiques sociales (et pas seulement dans le programme d'un parti ou d'une association) des préoccupations qui à première vue peuvent sembler disparates et de leur donner une lisibilité d'ensemble autour des thèmes de la relocalisation, de la requalification du travail, de la démocratie locale, etc., qui dessinent "un autre monde possible".

Sans que ce soit expressément le but initial, l'auto-organisation territoriale sous le signe de la Transition contribue à créer le terreau social dans lequel peuvent germer des expériences d'économie solidaire, des alternatives au capitalisme notamment dans les récessions qui s'annoncent.

Il faudrait notamment (plus que ce n'a été fait dans les expériences anglaises) réfléchir à comment la question de l'emploi et celle de la réorientation de l'aménagement industriel se posent dans la perspective de la décarbonisation de l'économie. A travers la nécessaire relocalisation de la production, l'écologie, contrairement aux clichés, conduit à une réindustrialisation des pays développés.

Des petites villes aux grandes

C'est surtout dans les petites villes que la démarche « transition » marche bien, car on peut s'appuyer sur une certaine convivialité locale (et sur les ressources de la campagne proche). Mais une expérience est en cours à Bristol, une grande ville. Il n'y a pas une recette unique, dans chaque territoire la configuration sociale, culturelle et institutionnelle est différente.

Dans certains territoires existent un grand nombre de pratiques et de ressources qui d'ores et déjà préfigurent, consciemment ou pas, ce que pourrait être l'après-pétrole : associations de consommation responsable, structures d'entraide en tout genre, entreprises locales de production ou de réparation, transports en commun ; et le simple fait de recenser ces acteurs peut faire passer dans la société la conscience qu'ils forment un puzzle de l'avenir et créer une identité collective. Mais il y a le risque de fonctionner en réseau entre gens déjà convaincus en « enjambant » le gros de la population. D'où l'intérêt de garder comme exemples les cas où c'est vraiment une communauté de voisinage qui s'auto-organise.

Le rôle des élus

Les expériences anglaises sont parties d'une action dans la société civile, et ne s'adressent aux éluEs que dans un deuxième temps. Il faut d'abord avoir un poids dans la société pour casser le couple infernal que forment l'élu timoré (ou corrompu) et l'électeur consumériste. Mais à l'inverse on peut très bien imaginer que des éluEs et des institutions prennent l'initiative. Des plans énergie-climat sont déjà en route dans de nombreuses collectivités locales, avec une intéressante réflexion méthodologique, et l'expérience française montre que c'est toujours l'implication personnelle d'unE éluE volontariste qui permet l'avancée de ces plans (voir La Revue Durable citée en bibliographie).

La part des éluEs sera sans doute plus importante dans le lancement du mouvement en France qu'en Angleterre. Mais le souci de l'auto-organisation de la population est décisif à la fois pour enraciner le mouvement et pour ne pas rester dans les limites des inévitables compromis institutionnels.

Comment mobiliser pour le climat ?

Les réponses mises en avant par le mouvement des territoires en transition pour faire face au pic pétrolier contribuent aussi à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. C'est donc une part essentielle de la lutte contre la catastrophe climatique en cours.

Face aux dangers extrêmes des dérèglements climatiques la faiblesse de la mobilisation populaire est gravissime. En réponse à cela, c'est une idée géniale d'accrocher la lutte contre le réchauffement climatique à la prévention du pic pétrolier, pour les raisons suivantes :

Les citoyens voient mal comment ils peuvent peser contre le réchauffement climatique parce que les mesures qu'il faudrait prendre ne seraient vraiment efficaces que si elles étaient prises de façon concertée à l'échelle mondiale, niveau qui est largement hors de portée de l'action citoyenne vu ce que sont actuellement les institutions internationales. En revanche les mêmes mesures (une énorme réduction des carburants fossiles) peuvent avoir, même dans les limites locales, une efficacité directe sur les conditions de vie des gens dans le pic pétrolier. Les gens peuvent donc plus facilement comprendre qu'il est de leur intérêt de se mobiliser dans la perspective du pic pétrolier ... et indirectement cela montrera qu'il est possible de prendre des mesures contre le réchauffement climatique.

D'autre part, la population des pays riches vit en majorité dans les zones tempérées, où les gens sont dans l'ensemble moins exposés que dans les zones tropicales aux accidents

climatiques tels que les sècheresses, les ouragans, les inondations. Ils ont donc du mal à se sentir personnellement concernés par le dérèglement climatique (même s'ils commencent déjà à en subir les conséquences).

En revanche cette population dépend du pétrole dans son quotidien, pour presque tous les biens de consommation, les transports, l'électricité domestique. Il est donc compréhensible, même si c'est regrettable, qu'il soit plus facile de faire comprendre aux gens les dangers du pic pétrolier que ceux du réchauffement climatique.

Inversement, si cette population, la plus énergivore à l'échelle mondiale, apprend à se passer des énergies fossiles dans la perspective du pic pétrolier, on peut espérer qu'elle acceptera de s'en passer pour protéger le climat.

Les avancées, même modestes et locales, des villes en transition, ont montré que les citoyens peuvent s'attaquer à la pétro-addiction consumériste collective, qui constitue une cause non négligeable de la crise écologique.

Certes il y a d'autres causes macro-économiques au dérèglement climatique et à la pétro-dépendance des sociétés, qui se situent au niveau des décisions d'investissement des grandes entreprises et des Etats, pris dans la lutte pour le pouvoir, le profit financier et les parts de marché. Le mouvement des **villes en transition**, d'abord ciblé sur les comportements de consommation et sur la sociabilité et l'économie locales, ne s'attaque pas directement à ces centres de pouvoir. Mais on peut espérer qu'en donnant plus de puissance à la société civile ce mouvement parviendra un jour à faire pression de façon décisive sur les pouvoirs publics et leurs décisions de politique économique.

Le bilan de Copenhague

Au moment où l'expérience des '*transition towns*' commençait à être connue en dehors du monde anglo-saxon est arrivé l'échec de la conférence de Copenhague fin 2009, étalant au grand jour l'inaction scandaleuse des Etats. En même temps, en France, ce fut la trahison par le gouvernement de la plupart des promesses du Grenelle de l'environnement.

Copenhague a montré aussi les limites de certaines formes d'action écologistes. Les grandes associations qui ont conquis une forte reconnaissance dans l'opinion par leurs actions spectaculaires et une légitimité d'expertise n'ont pourtant pas eu le poids suffisant pour infléchir les décisions des Etats. Il apparaît qu'il manque à ces associations (et aux partis) des pratiques d'auto-organisation de la société civile qui permettraient de modifier le rapport de force macro-politique vis-à-vis des dirigeants des Etats.

D'où l'intérêt que l'expérience des transition towns suscite aujourd'hui en 2010 parmi les militants fatigués de sonner le tocsin et guettés par le découragement ou la tentation de se replier chacun sur son pré carré associatif.

Un élément de réponse au blocage des perspectives politiques

Cela dit, même si on parvenait à mettre en place tout un tissu d'alternatives allant dans le sens de l'après-pétrole, cela ne supprimerait pas la mainmise de l'oligarchie capitaliste sur les principales décisions macro-économiques et politiques. La question d'une

alternative politique nationale (ou plus) et celle d'une politique macro-économique restent donc posées.

De ce point de vue nous vivons dans le marasme. La gauche social-libérale ne souhaite pas rompre avec l'oligarchie. En France, d'une élection à l'autre les gauches anti-libérales restent le plus souvent divisées, n'ont que des résultats modestes et surtout ne parviennent pas à créer un pôle politique attractif ni une mobilisation populaire.

Les succès électoraux récents d'Europe Ecologie ne permettent pas encore de dire si ce mouvement gagnera son pari d'une synergie de transformation sociale entre les élus et la société civile, ou s'il servira principalement de tremplin à de nouveaux politiciens simplement pas pires que les autres.

Il y a à ce marasme politique des causes structurelles [1]. Mais on peut espérer débloquer la situation en mettant les élus et les partis sous la pression de mouvements sociaux de transformation, ou en créant une synergie entre les deux. Pour cela il faut des mouvements sociaux suffisamment puissants et autonomes. C'est ce que pourraient apporter des expériences d'auto-organisation sociale sous l'égide de la transition. Cette démarche, par son aspect à la fois divers et fédérateur, et par l'insistance sur l'auto-organisation, donne un poids social aux idées écologistes et alternatives.

Consciemment ou pas, le mouvement des Territoires en Transition a donc apporté une pièce qui manquait dans la culture politique alternative d'aujourd'hui. Toutefois le thème de la transition ne doit surtout pas être accaparé comme étiquette par un mouvement politique. Il ne s'agit pas non plus d'en faire un signe de reconnaissance pour un mouvement de pensée délimité ou une tribu de plus dans la foire aux identités. Pour que cela marche, il faut que le mouvement soit toujours ouvert à tous les habitants formant une communauté de voisinage. Ses seules frontières sont celles des territoires concrets dans lesquels il s'incarne.

Un renouveau culturel, émotionnel, politique

L'idée de la transition à l'après-pétrole va sans doute créer autant sinon plus de remous sur la scène intellectuelle et dans les médias que ne le fait l'idée de la « décroissance » depuis quelques années, pour les mêmes raisons, mais avec un aspect plus pragmatique.

L'idée de territoires en transition (en anglais on emploie le mot community) répond aussi à de puissantes motivations émotionnelles. C'est explicitement une réponse à l'angoisse, plus rationnelle que les réponses religieuses (mais ne les excluant pas). C'est une réponse au désir de communauté, sur des bases pragmatiques, rationnelles, esthétiques aussi, et non communautariste. C'est une combinaison de tradition (l'intérêt pour les modes de vie et les qualifications d'avant l'industrialisation) et d'esprit scientifique et progressiste. Enfin c'est une démarche de solidarité et de citoyenneté concrète.

L'idée que l'humanité est entrée, ou devrait entrer, dans la transition à l'après-pétrole est convaincante et profondément rationnelle à la fois parce qu'elle est objective et irrécusable, et parce qu'elle reste ouverte, un peu vague et à remplir concrètement. D'un côté les avertissements des scientifiques convergent vers une conclusion irrécusable : à la fois par le pic pétrolier et le dérèglement climatique, l'ère des combustibles fossiles

touche à sa fin et toutes les tentatives pour retarder les échéances ne font qu'aggraver l'enchaînement de catastrophes dans lequel nous sommes entrés.

Cela, nous le savons, mais comme l'a écrit J-P Dupuy « nous ne croyons pas ce que nous savons ». Or la simple affirmation que nous sommes dans la transition à l'après-pétrole, affirmation que tout le monde peut comprendre, a pour effet de déchirer cette incrédulité, cet aveuglement consenti ; on affirme ainsi avec assurance que l'ordre actuel est provisoire, mais aussi qu'un autre monde est déjà en construction, et cela nous tourne vers des tâches concrètes.

Et l'image de cet autre monde n'est pas fixée d'avance : l'idée de transition est ainsi un appel à la responsabilité, mais aussi à la créativité, donc au désir. Certes l'image du futur est déjà plus qu'esquissée : relocalisation, produits durables plutôt que jetables, filières d'entreprises d'utilité publique et non lucratives, etc., et ces idées pointent vers un projet de société fondé sur l'égalité, la démocratie la plus concrète, la socialisation de l'économie.

Mais ce projet de société, pour se réaliser, doit être ouvert à l'invention et à l'expérimentation et doit être fédérateur. De ce point de vue le flou de l'idée de transition est une bonne chose. C'est même un élément de légitimation de la démarche dans le débat public : non seulement cela permet d'intégrer des apports divers (même une partie des innovations mises au point par le « capitalisme vert »), mais vis-à-vis des sceptiques et des détracteurs cela évite de s'enfermer dans telle ou telle solution de détail et cela ramène toujours les interlocuteurs vers la nécessité de sortir de l'ère des combustibles fossiles.

Pour aller plus loin :

Une vidéo très pédagogique, pour tout public : *In transition 1.0* : de la dépendance au pétrole à la résilience locale. <http://vimeo.com/8029815> : peut être commandé en DVD en anglais sous-titré en français et autres langues, 15 € : bearn64transition@gmail.com (Kitty De Bruin).

La Revue Durable, n°38, juin-août 2010, en kiosque ou www.larevuedurable.com : un dossier très complet sur le démarrage du mouvement « **transition** » en Europe francophone explique tout pour les débutants, et fait le point sur les problèmes rencontrés.

[<http://villesentransition.net>] : tout savoir sur ce mouvement. -* [<http://salades-nicoises.net/spip.php...>] : une bonne compilation de documents.

Film documentaire : *Cuba : the power of community* (=la force du collectif) : Au début des années 90 la Russie arrête du jour au lendemain la fourniture de pétrole bon marché à Cuba. Contrainte à réagir rapidement, la société cubaine le fera en s'efforçant de maintenir les solidarités sociales. Cette expérience est discutée dans le réseau des villes en transition car elle préfigure en grande partie les problèmes de la transition à l'après-pétrole. <http://www.powerofcommunity.org/cm/...> . Film visionnable en anglais (streaming de mauvaise qualité) : <http://www.livevideo.com/media/play...> Pour le commander : <http://www.communitysolution.org/po...>

Revue Entropia, automne 2009, L'Effondrement, et après ? Dont article de Christian Araud, Scénarios du futur et initiatives de transition, approche « futurologique » discutable mais qui donne des idées ! Réseau Action Climat, Kit d'information sur les plans climat énergie territoriaux : <http://www.rac-f.org/article.php3?i...>

A propos de l'auteur : Joël Martine fait partie du groupe Le Plateau en transition et est professeur de philosophie au Lycée Victor Hugo à Marseille.

Cet article a été publié la première fois sur : <http://alterautogestion.blogspot.co...>
Pour plus d'information sur le groupe Le Plateau en transition :
cedric.lefebvre@apeas.fr

URL: <http://villesentransition.net/>

[1] Le fonctionnement même des partis politiques produit des déformations typiques : un parti avant-gardiste a tendance à l'esprit de chapelle, et un parti en mesure de conquérir des postes électifs tend à penser selon le « réalisme » électoraliste ou gestionnaire, et à se laisser dévorer de l'intérieur par la course aux postes électifs. J'ai proposé une analyse et des remèdes à ces tendances naturelles aux partis politiques : voir <http://joel.martine.free.fr>, rubrique Politique alternative, texte Les mouvements citoyens face aux effets pervers de la démocratie représentative, publié dans la revue Cosmopolitiques, n°12, Que faire des partis ?

Agence provençale pour une économie alternative et solidaire : 28 Boulevard National
13001 Marseille - téléphone : 04.91.99.02.40

Source <http://www.apeas.fr/Territoires-en-transition-un.html>

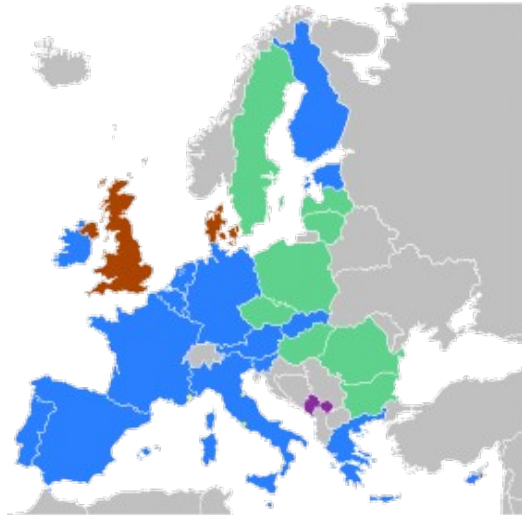
Zone Euro – Introduction d'un article de Wikipédia

La **zone euro** (qui fait partie de l'[Union économique et monétaire](#) (UEM)) est une [zone monétaire](#) qui regroupe les [pays](#) de l'[Union européenne](#) qui ont adopté l'[euro](#) (€) comme [monnaie](#) unique. Dix-sept pays de l'U.E. représentant près de 322 millions d'habitants¹ font partie de la zone euro au [1^{er} janvier 2011](#). Elle a été créée en [1999](#) par onze pays : [Allemagne](#), [Autriche](#), [Belgique](#), [Espagne](#), [Finlande](#), [France](#), [Irlande](#), [Italie](#), [Luxembourg](#), [Pays-Bas](#), [Portugal](#), rejoints par la [Grèce](#) en [2001](#), par la [Slovénie](#) en [2007](#), par [Chypre](#) et [Malte](#) en [2008](#), par la [Slovaquie](#) en [2009](#) et l'[Estonie](#) en [2011](#).

Les billets et les pièces circulent depuis le 1^{er} janvier 2002^{2,3} mais sont fabriqués depuis le 1^{er} janvier 1999 dans les onze pays fondateurs. Plusieurs critères sont nécessaires pour rejoindre la zone euro : un [déficit public](#) inférieur à 3 % du [PIB](#), une dette publique ne dépassant pas 60 % du PIB, une [inflation](#) maîtrisée, une indépendance de la [banque centrale](#) du pays et une [devise](#) nationale stable pendant au moins deux ans au sein du [MCE II](#).

Le [taux directeur repo](#) de la zone euro, fixé par la [Banque centrale européenne](#), est de 1 % depuis [8 décembre 2011](#) (il est publié sur le site de la Banque centrale européenne). À partir du début de l'année [2010](#), avec le déclenchement de la [crise de la dette grecque](#), puis de la crise irlandaise, la zone euro entre dans une période de turbulences, qui génère de nombreux débats, tant sur la gouvernance de la zone que sur les politiques

économiques à suivre, voire sur la pérennité de la zone elle-même. Ces débats entraînent certaines évolutions institutionnelles et structurelles [\[réf. nécessaire\]](#).



Carte de l'Europe et la position des états-nations concernant l'euro 'monnaie unique'

■ Zone euro ■ États de l'UE hors zone euro ■ Dérogation au [Royaume-Uni](#) et au [Danemark](#) quant à leur entrée dans la zone euro ■ États hors UE utilisant l'euro de manière officielle (Monaco, Vatican, Saint-Marin) ■ États ou zones hors UE utilisant l'euro *de facto* (Andorre, Monténégro, Kosovo)

Sommaire

- [1 Historique et origine](#)
- [2 Pays utilisant l'euro](#)
 - o [2.1 Pays membres](#)
 - o [2.2 Micro-États européens](#)
 - o [2.3 Pays européens sans accord formel](#)
- [3 Autour de la zone euro](#)
 - o [3.1 Pays non membres](#)
 - o [3.2 Monnaies liées à l'euro](#)
- [4 Administration et représentation](#)
- [5 Croissance](#)
- [6 Crise économique](#)
 - o [6.1 Généralités](#)
- [7 Crise de la zone euro](#)
 - o [7.1 Crise grecque](#)
 - o [7.2 Crise irlandaise](#)
 - o [7.3 Réformes institutionnelles](#)
 - [7.3.1 Création d'un mécanisme temporaire](#)
 - [7.3.2 Évolution du rôle de la Banque centrale européenne](#)
 - [7.3.3 Renforcement du pacte de stabilité](#)
 - [7.3.4 Pacte pour l'Euro](#)
 - [7.3.5 Grands traits du mécanisme permanent](#)
 - o [7.4 Débats](#)
 - [7.4.1 Renouveau du débat sur la gouvernance économique](#)
 - [7.4.2 Éventuelle restructuration de la dette](#)
 - [7.4.3 Débats sur les réformes financières](#)
 - [7.4.4 Question sur le fédéralisme](#)
 - [7.4.5 Débats sur les politiques économiques](#)
- [8 Avenir de la zone euro](#)

Article complet sur Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_euro

Traduction, définitions et compléments :

Jacques Hallard, Ing. CNAM, consultant indépendant.

Relecture et corrections : Christiane Hallard-Lauffenburger, professeur des écoles honoraire.

Adresse : 585 19 Chemin du Malpas 13940 Mollégès France

Courriel : jacques.hallard921@orange.fr

Fichier : ISIS Economie *Shut Down Wall Street* French version.3 ---